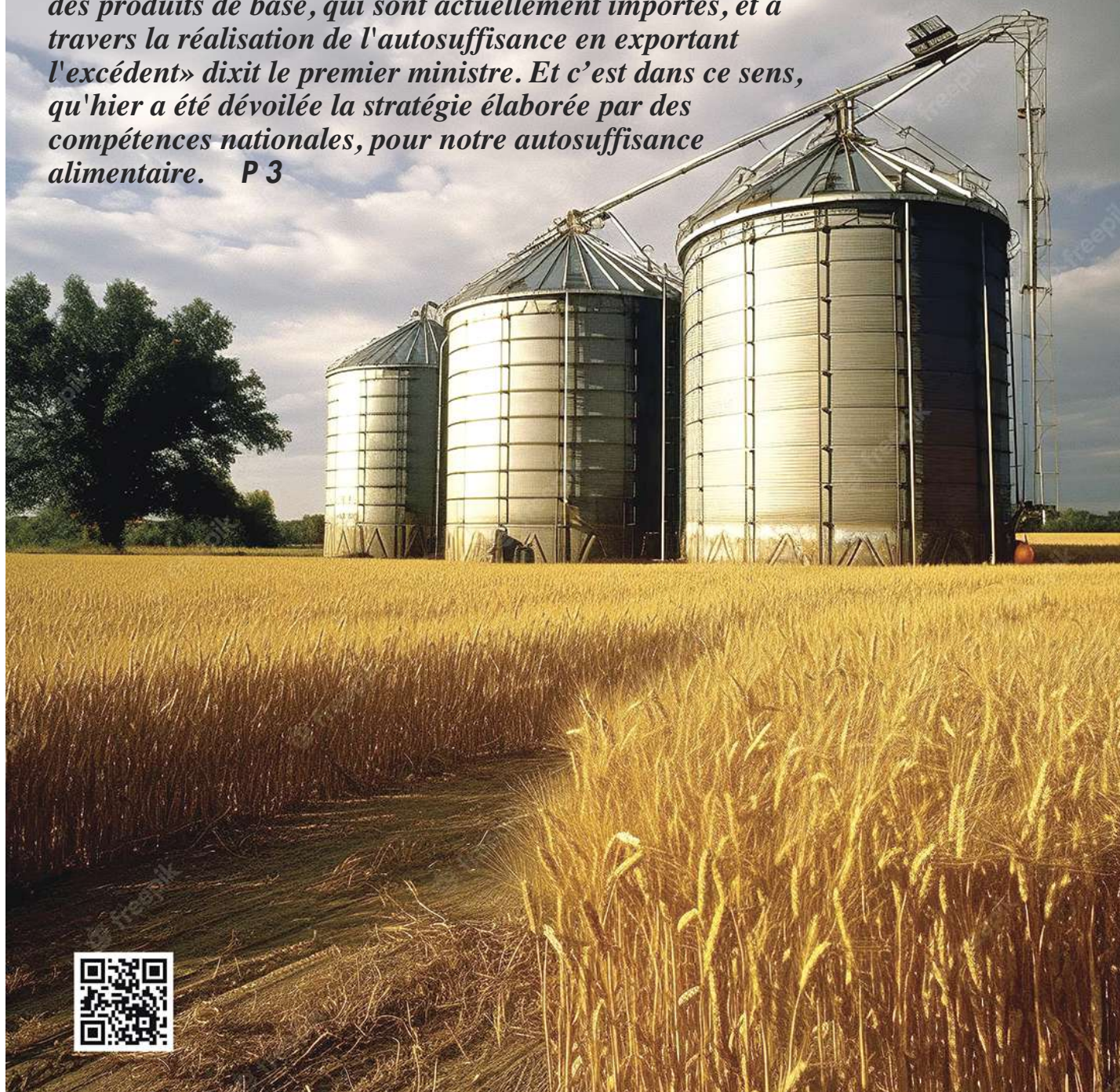


SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les grands axes de la nouvelle stratégie

«L'année 2023 sera celle du renforcement de notre sécurité alimentaire et sanitaire en assurant la disponibilité à travers des produits de base, qui sont actuellement importés, et à travers la réalisation de l'autosuffisance en exportant l'excédent» dicit le premier ministre. Et c'est dans ce sens, qu'hier a été dévoilée la stratégie élaborée par des compétences nationales, pour notre autosuffisance alimentaire. P 3



RENTÉE SCOLAIRE **Sonatrach dote des communes en bus scolaires**



Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, du ministre de l'Éducation nationale Abdelhakim Belabed, et du président-directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a supervisé, au siège de la Direction Générale du Complexe Sonatrach, la cérémonie de don de 60 autobus scolaires par Sonatrach au profit des écoliers habitant les communes des zones reculées.

P 2

IMPORTATION DES VIANDES ROUGES ET BLANCHES

Les précisions du ministre de l'Agriculture

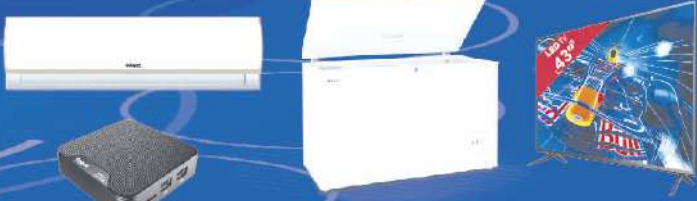
Le ministre de l'Agriculture et du Développement Rural s'est exprimé, hier lundi, sur la décision du gouvernement concernant l'autorisation d'importation à nouveau des viandes rouges et blanches. C'est une mesure, explique-t-il, qui vise d'abord à protéger le cheptel national et à répondre aux besoins nationaux en matière des viandes qui vont augmenter avec la rentrée scolaire et universitaire.

P 5

2^e SALON DU E-COMMERCE ET DES SERVICES EN LIGNE **Plus de 90 exposants**

La 2^e édition du Salon du e-commerce et des services en ligne (ECSEL), prévu du 20 au 24 septembre 2023 au Palais des expositions (Alger), verra la présence de plus de 90 exposants avec la participation d'experts internationaux pour animer des conférences sur le commerce et les services en ligne, ont indiqué lundi les organisateurs de cet évènement.

P 4



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صج جيون

CONSEIL
SUPÉRIEUR DE LA
CHASSE ET DU
PATRIMOINE
CYNÉGÉTIQUE
**Tenue mercredi
prochain de la
première
session**

Le Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique tiendra, mercredi prochain, sa première session consacrée à l'examen des questions relatives à l'ouverture de la saison chasse 2023-2024, a indiqué lundi un communiqué de la Direction générale des forêts (DGF).

« Dans le cadre de la relance de l'activité de chasse en Algérie, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, notamment la DGF, a pris les mesures nécessaires pour conférer davantage d'efficacité à cette activité, en procédant à l'organisation et à la formation des chasseurs pour obtenir un permis de chasse », précise le communiqué.

Il a été également procédé à l'installation du Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique avec le lancement de ses activités, ainsi qu'à la délimitation des zones de chasse et l'élaboration d'un plan de chasse, ajoute la même source.

En vertu de la loi N 04-07 du 27 Jomada Ethania 1425, correspondant au 14 août 2004 relative à la chasse, conformément à ses textes d'application et en sa qualité de président du Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural avait fixé la date de la reprise de l'activité de chasse pour la saison 2023-2024 au 15 septembre 2023, selon le plan de chasse dans chaque wilaya définissant les périodes de chasse, les espèces chassables et le nombre autorisé pour chaque chasseur, rappelle-t-on.

RENTÉE SCOLAIRE

Sonatrach dote des communes en bus scolaires

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, accompagné du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, du ministre de l'Éducation nationale Abdelhakim Belabed, et du président-directeur général du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar, a supervisé, au siège de la Direction Générale du Complexe Sonatrach, la cérémonie de don de 60 autobus scolaires par Sonatrach au profit des écoliers habitant les communes des zones reculées.

Synthèse S T.

La cérémonie s'est déroulée en présence des Assemblées populaires communales bénéficiaires, ainsi que des cadres des trois ministères et de la Sonatrach.

Les bus scolaires, attribués à 60 communes relevant de 41 wilayas au profit d'établissements d'enseignement situés dans des zones isolées, contribueront à combler le déficit en transport dont souffrent quotidiennement les jeunes écoliers de ces régions, souligne un communiqué de Sonatrach.

Cette action s'est concrétisée en collaboration avec les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, notamment en ce qui concerne l'établissement de la liste des communes bénéficiaires de cette donation, précise la même source.

Cette initiative, qui consiste à livrer 30 autobus scolaires, constitue une première phase. Elle s'inscrit dans le cadre des festivités célébrant le 60ème anniversaire de la création de Sonatrach ainsi que dans la stratégie globale d'investissement social de Sonatrach visant à contribuer au développement et à l'amélioration des conditions de vie des citoyens à travers l'ensemble du pays.

« Cette donation marque la volonté de Sonatrach d'être un contributeur actif et engagé en faveur du bien-être des populations des zones enclavées », lit-on dans le communiqué du géant pétrogazier.

« Elle renforce également la détermina-



tion de Sonatrach, en sa qualité d'institution citoyenne, de soutenir des projets sociaux à fort impact local et bénéficiant à l'ensemble de la collectivité nationale», précise-t-on.

S'exprimant, à l'occasion, le ministre de l'Energie et des Mines a souligné que cette initiative, financée par le Groupe Sonatrach, vise à assurer plus de confort aux écoliers vivant dans les zones d'ombre et les zones isolées, et de pourvoir aux exigences d'une bonne scolarité à même d'améliorer les performances scolaires, et

ce, dans le cadre des efforts déployés par l'État dans ce domaine.

Le ministre a également exprimé sa satisfaction quant à la réalisation et au succès de telles initiatives visant à veiller sur le confort et service de la population du pays et s'occuper des différents dossiers de l'école et de ce qui s'y rapporte. Le ministre a également loué l'engagement de Sonatrach et ses efforts pour parvenir à un développement durable, responsable et tangible, et notamment à l'orientation des générations futures.

VALORISATION DU BIOGAZ DES DÉCHETS MÉNAGERS D'ALGER

Lancement d'une collaboration entre l'AND et un Institut Coréen

Le directeur général de l'Agence Nationale des Déchets (AND), Karim Ouamane, a annoncé le lancement d'une collaboration avec l'Institut Coréen de l'Environnement et de la Technologie (KEITI) de Corée du Sud.

Cette initiative vise à réaliser une étude de faisabilité pour la valorisation et le traitement du biogaz émis par le centre d'enfouissement technique des déchets ménagers d'Alger. La réunion de coordination qui a eu lieu ce dimanche 10 sep-

tembre 2023 a rassemblé des représentants de l'AND, de l'institut KEITI, du ministère de l'Environnement et des acteurs locaux des wilayas d'Alger et de Boumerdes. L'objectif principal de cette initiative est de réduire les émissions de gaz à effet de

serre dans le secteur des déchets en valorisant le biogaz. Dans le cadre de cette coopération, des missions techniques seront également menées pour évaluer les installations existantes. Cela inclut le centre de Hamici à Alger, le centre de

Corso dans la wilaya de Boumerdes, ainsi que la décharge réhabilitée de Oued Smar, qui a déjà été équipée par le ministère de l'Environnement et des Énergies renouvelables en vue de valoriser et traiter les biogaz. **R E.**

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les grands axes de la nouvelle stratégie

«L'année 2023 sera celle du renforcement de notre sécurité alimentaire et sanitaire en assurant la disponibilité à travers des produits de base, qui sont actuellement importés, et à travers la réalisation de l'autosuffisance en exportant l'excédent» dicit le premier ministre. Et c'est dans ce sens, qu'hier a été dévoilée la stratégie élaborée par des compétences nationales, pour notre autosuffisance alimentaire.

Par Reda Hadi

En effet, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, a dévoilé, à l'École nationale supérieure d'agriculture, l'élaboration d'un plan stratégique pour la production céréalière afin d'atteindre l'autosuffisance. Celui-ci, a-t-il déclaré, que la stratégie nationale de développement de la production céréalière, a été élaborée par des chercheurs nationaux de nombreux secteurs. Selon ses affirmations, le citoyen algérien consomme en abondance des céréales, et cela est dû à notre culture et à notre histoire. Lequel dépend pour sa nutrition des céréales, qu'elles soient dures ou molles, en plus de l'huile d'olive. Soulignant que la consommation de cette substance a évolué avec le nombre croissant de citoyens qui consomment des céréales. Cela a suscité de réfléchir à la nécessité de maintenir la consommation de ces céréales en fonction de la croissance démographique. La commission a étudié, ajoute le ministre, les forces et les faiblesses, les opportunités et les menaces, et a préparé un projet de recherche. Ce qui a mis en relief 3 parties, qui sont l'organisation, les techniques à utiliser, ainsi que la recherche scientifique et le développement technologique. Ce plan quinquennal s'étend d'octobre 2023 à juin 2028 et s'appuie donc, sur trois (3) axes stratégiques et plusieurs mesures qui permettent d'œuvrer ensemble pour atteindre l'autosuffisance. Intervenant, à l'occasion de la présentation de la stratégie nationale pour le développement de la production céréalière, le ministre de l'Agriculture M.

Abdelhafid henni a assuré que le Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a placé l'agriculture comme un choix stratégique pour le pays. Concernant la stratégie nationale pour le développement de la production céréalière, M. Henni a assuré que cette stratégie réalisée par des experts de plusieurs secteurs vise au développement et à la modernisation du secteur agricole : « La stratégie vise à créer une concurrence dans le secteur pour contribuer à la diversification de l'économie nationale et aussi pour garantir la sécurité alimentaire » a-t-il assuré. Dans le détail, le ministre a expliqué que les prix d'achats des céréales par l'Etat seront réévalués en plus de la hausse de la subvention publique pour les engrais agricoles qui passera de 20 à 50%, et ce, « en réponse aux revendications des agriculteurs ». Dans le même sillage, le ministre de l'Agriculture a également annoncé la mise en place d'un nouveau mécanisme pour faciliter l'obtention d'autorisation de forage pour l'agriculture en plus de la création de banques de graines et la réorientation de plans d'agriculture des wilayas. « Nous prévoyons également l'augmentation de la superficie agricole destinée à la céréaliculture et aussi l'augmentation des superficies agricoles irriguées notamment au Sud du pays » a-t-il expliqué, tout en assurant que l'objectif de son département est d'atteindre une superficie d'un million d'hectare de terrains agricoles irrigués dans les régions du Sud du pays. Pour suivre son intervention, M. Henni a assuré que les changements climatiques et le stress hydrique impactent sensiblement l'agriculture en Algérie : « Nous réfléchissons à une réorganisa-

tion du secteur au niveau de certaines wilayas notamment celles touchées par le changement climatique. La production des céréales sera concentrée dans le Sud du pays » a-t-il déclaré. Concernant l'assurance des investissements et des produits agricoles, le ministre de l'Agriculture a confirmé que l'assurance est obligatoire conformément à la loi-directive agricole 08/16, qui contient les conditions pour que l'agriculteur assure les produits qui sont obligatoires s'il y a un soutien de l'Etat. Il existe un programme de travail visant à fournir le soutien du Fonds national de soutien à l'agriculture, des experts en assurance et des conseils professionnels pour l'assurance obligatoire et un soutien de 30 à 50% pour l'assurance des investissements ou des récoltes. Sans oublier la reconsidération des textes appliqués pour la généralisation de l'assurance des investissements. Selon le Premier ministre, le gouvernement tend à assurer une couverture globale (100%) des besoins du pays en sucre et huile de table, et à 80 % de la demande nationale sur les produits pharmaceutiques d'ici fin 2023, conformément aux orientations du Président de la République. Ces taux sont «sans précédent», a-t-il relevé, soulignant que la réalisation de la sécurité alimentaire, constitue «la priorité première» de l'Etat. «Au moment où certains pays disposant de ressources considérables éprouvent des difficultés à satisfaire leurs besoins, il importe pour un pays comme l'Algérie d'œuvrer à assurer la disponibilité des produits alimentaires pour sa population mais aussi d'aider les pays voisins qui n'ont pas les mêmes capacités», avait-il soutenu.

BISKRA

Une production de plus de 4 millions de quintaux de dattes attendue

Une production de plus de 4 millions de quintaux de dattes de différentes variétés est attendue dans la wilaya de Biskra au titre de la saison agricole 2023-2024, a indiqué, lundi, le directeur par intérim des services agricoles (DSA), Tarek Bensalah. La production phoenicicole de la saison en cours connaîtra ainsi une augmentation de l'ordre de 100.000 quintaux par rapport à l'année dernière, a souligné ce responsable, précisant que la variété "Deglet Nour" représente, avec les 2,4 millions de quintaux escomptés, 60 % de la production totale de cette saison. M. Bensalah a également fait savoir que la récolte des dattes dites "précoces", comme la datte écrasée "El Ghars", devrait aboutir à une récolte d'environ 600.000 quintaux, tandis que les autres variétés du fruit atteindront plus d'un million de quintaux. En dépit des conditions climatiques difficiles, marquées par une augmentation significative des températures, le produit n'a rien perdu de sa qualité, selon M. Bensalah qui a souligné que les actions de lutte contre les parasites qui affectent le palmier dattier, en particulier le Boufarrouta, ont permis de traiter près de 800.000 palmiers afin de réduire les pertes causées annuellement par ces ravageurs. La wilaya de Biskra qui enregistre chaque année l'entrée en production de milliers de palmiers nouvellement plantés, recèle une importante richesse phoenicicole d'environ 4 millions d'unités, dont 3,7 millions de palmiers dattiers productifs.

R E.

CRIMINALISATION DE L'ABATTAGE DES FEMELLES REPRODUCTRICES

La Commission sectorielle installée

Le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural a procédé à l'installation de la commission sectorielle chargée d'élaborer et de suivre la mise en œuvre du plan national de protection et de développement des troupeaux (ovins, caprins, chameaux, chevaux). Les travaux se sont déroulés en présence du secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens, du secrétaire général de la Chambre

nationale d'agriculture et des directeurs des entreprises économiques publiques, les Offices et instituts de recherche sous tutelle. Concernant les axes adoptés par le ministère à travers cette commission, ces derniers dépendront de la mise à jour du recensement de la richesse animale, qui permet de déterminer la taille et la qualité du cheptel. Cette stratégie devra, également, fournir toutes les don-

nées afin d'élaborer un plan de distribution de l'aliment de bétail à même d'assurer un approvisionnement continu en orge tout au long de l'année pour l'ensemble du troupeau, de faciliter l'accès aux aliments composés et subventionnés, ainsi que de revoir et mettre à jour la convention triangulaire, regroupant les éleveurs, les abattoirs et les producteurs d'aliment de bétail. Il est également question de l'élevage basé sur la sélection

génétique pour une meilleure productivité, du système de santé animale, qui s'appuie sur le renforcement du contrôle vétérinaire et la criminalisation de l'abattage des femelles reproductrices. Parallèlement, la commission vise à préserver les troupeaux et les races et à les développer quantitativement et qualitativement tout en renforçant la durabilité environnementale dans les zones pastorales. Selon le ministère de l'Agri-

culture, cette procédure montre le rôle central de tous les instituts de recherche sous tutelle par leurs contributions scientifiques et techniques à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce plan national. Ce comité va s'élargir pour inclure des représentants des ministères de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de la Formation et de l'Enseignement professionnels et de l'Industrie.

R N.

FINANCE ISLAMIQUE

La BEA signe deux conventions avec "El-Djazair El-Moutahida Family Takaful"

La Banque extérieure d'Algérie (BEA), a signé, dimanche à Alger, deux conventions avec la compagnie d'assurances "El-Djazair El-Moutahida Family Takaful" en vue de garantir une assurance aux produits de la finance islamique commercialisés aux guichets de la banque sur tout le territoire national, a indiqué un communiqué de la BEA. Les deux conventions ont été signées au siège de la direction générale de "El-Djazair El-Moutahida Family Takaful" par le directeur général adjoint de la BEA, Mounir Belala et le PDG de la compagnie d'assurances, Chakib El Kacimi El Hassani en présence des cadres des deux établissements. La première convention, précise le communiqué, porte sur l'assurance "décès" et "invalidité" alors que la deuxième est destinée à l'assurance des équipements de consommation et des fonciers octroyés aux clients. "Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la BEA visant le développement de l'activité finance islamique permettant une meilleure gestion des risques liés à cette formule de produits", a expliqué la Banque extérieur d'Algérie. Elle a, également, pour objectif de renforcer la confiance des clients de la banque en quête d'un financement conforme à la Charia islamique tout en diversifiant les produits et les prestations offerts à la clientèle y compris des produits d'assurance bancaire, a ajouté la banque dans son communiqué.

R E.

ENERGIE

Le gaz naturel monte avec la grève en Australie, le pétrole glisse

Le cours du gaz naturel européen montait lundi, poussé par les perturbations de l'offre de gaz naturel liquéfié venant d'Australie en raison d'une grève, quand le pétrole fléchissait en raison de prises de bénéfices après les récents gains.

Par R E/Agence

Vers 10H10 GMT (12H10 HEC), le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, grimpait de plus de 8% à 37,505 euros le mégawattheure (MWh). «Les gains ont été principalement provoqués par les grèves dans les installations de GNL (gaz naturel liquéfié, ndlr) australiennes qui sont maintenant entrées en vigueur», commentent les analystes d'Energi Danmark. Les employés du géant américain de l'énergie Chevron ont en effet entamé vendredi des grèves tournantes pour

une revalorisation de leurs salaires dans les sites de production de gaz du groupe américain en Australie. «Les installations de Chevron représentent près de 7% de l'offre mondiale de GNL», expliquent les analystes de DNB. Or, les acheteurs asiatiques en mal de gaz naturel liquéfié pourraient donc être poussés à surenchérir sur leurs homologues européens et se tourner vers les Etats-Unis pour compenser le manque de l'offre australienne, dopant la demande. La guerre en Ukraine a entraîné une plus grande dépendance de l'Europe vis-à-vis du gaz naturel liquéfié, le Vieux conti-

nent s'efforçant de réduire ses achats de gaz russe. Cette dépendance a entraîné une "plus grande volatilité des prix, le marché étant davantage exposé aux perturbations de la demande et de l'offre au niveau mondial", poursuivent les analystes de DNB. En parallèle, "la maintenance des infrastructures norvégiennes se poursuit", diminuant également l'offre disponible sur le marché, poursuivent les analystes d'Energi Danmark. Côté pétrole, le baril de la mer du Nord, pour livraison en novembre, perdait 0,33% à 90,35 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour li-

vraison en octobre, glissait de 0,61% à 86,98 dollars. Les prix du pétrole reprenaient leur souffle en raison de "prises de bénéfices après les gains récents", expliquent les analystes de DNB. Les inquiétudes persistent cependant "du côté de la demande, en raison de la faiblesse de l'économie chinoise", tempère John Plassard, analyste de Mirabaud. Le marché surveillera mercredi les données sur l'inflation en août aux Etats-Unis, qui pourraient influencer la politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed), et donc influencer sur la croissance et la demande du pays.

2E SALON DU E-COMMERCE ET DES SERVICES EN LIGNE

Plus de 90 exposants

La 2e édition du Salon du e-commerce et des services en ligne (ECSEL), prévu du 20 au 24 septembre 2023 au Palais des expositions (Alger), verra la présence de plus de 90 exposants avec la participation d'experts internationaux pour animer des conférences sur le commerce et les services en ligne, ont indiqué lundi les organisateurs de cet événement. Lors d'une conférence de presse, le représentant du commissariat du Salon « ECSEL », Redouane Hammou a souligné que les exposants qui prendront part à cette 2e édition activent dans le e-commerce, mais aussi dans de nombreux domaines à l'instar des services logistiques et technologiques et des établissements financiers. Organisé sous l'égide des ministères du Commerce et de la Pro-

motion des exportations, de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, de la Poste et des Télécommunications et de la Numérisation et des Statistiques, le Salon prévoit environ 50.000 visiteurs qui seront accueillis sur une surface de 4.700 m2. Pour M. Hammou, le « succès » de la 1ere édition du Salon, qui a réuni 60 exposants, a incité plusieurs entreprises à organiser la 2e édition afin d'exposer leurs services aux visiteurs. L'objectif de ce salon, poursuit-il, est d'unifier « les efforts en vue de développer le secteur du commerce et les services électroniques en encourageant leur utilisation par les citoyens et les entreprises ». Cet événement permettra également d'organiser le pris « ECSEL » pour le meilleur service électronique, et d'accompagner

les porteurs de projets à travers le programme des conférences. Le même intervenant a indiqué que 13 débats et conférences seront animés par des professionnels algériens activant dans les domaines du commerce et des services électroniques contre 4 conférences animées durant la première édition. Il a également annoncé qu'une conférence intitulée ECSEL Talks sera organisée au niveau de la salle Ali Maâchi, qui va abriter, par visioconférence, la Conférence du marketing digital (WebCongress), regroupant les acteurs majeurs dans le domaine de la technologie au niveau mondial, ajoutant que le partenariat entre les deux organisations constituait le premier pas de la Conférence en Afrique.

CONTRIBUTION Un ordre mondial en effervescence

Par Abderrahmane Hadeff (*)

Après la réunion du BRICS qui s'est soldée par son extension à de nouveaux pays dont l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, 45% de la population mondiale près de 30% du PIB mondial, plus de 50% de la croissance et surtout plus de la moitié de la production des énergies fossiles. Aujourd'hui c'est la réunion du G20 qui veut préserver le statut de la plateforme de dialogue la plus représentative (85% de l'économie mondiale) pour un équilibre des forces et une entente

sur les engagements pour faire face aux grands défis qui guettent l'humanité. Ce qui est à retenir c'est la contre offensive des pays occidentaux pour s'imposer comme un pôle majeur dans l'ordre mondial, mais c'est surtout le rôle joué par l'Inde et l'Arabie Saoudite et dans un degré moindre les EAU à travers la projection de projets d'envergure (un MOU signé entre l'Arabie Saoudite et les USA) pour soutien au projet baptisé Corridor économique intercontinental (long de 10000 km, avec un financement de l'ordre de 100 milliards de dollars devant augmenter les échanges commerciaux de plus de 30% et

créer plus 10 millions d'emplois) qui relierait devant l'Inde à l'Europe via la région du Moyen-Orient. D'ailleurs, la raison de l'absence du Président Chinois Xi Jinping n'est pas loin de l'annonce de ce projet surtout lorsque on note aussi l'intention exprimée par Giorgia Milloni Premier Ministre Italienne de se retirer de l'initiative route et ceinture. Enfin sans omettre de noter l'intégration de l'Afrique par le biais de l'Union Africaine comme membre permanent du G20. Bien évidemment une décision en réponse au dynamisme des BRICS pour lesquels le continent africain relève d'un choix géos-

tratégique majeur pour le rôle que va avoir l'Afrique dans le développement économique pour les décennies à venir. Toutes les projections donne le continent africain comme principale source de croissance. A cela il faut bien noter les richesses naturelles en matières premières (énergie toutes sources confondues, terres et métaux rares etc). Les prochains mois vont connaître une accélération des tiraillements entre les pôles dits Sud Global mené par la Chine et la Russie d'un côté et l'Occident global mené par les USA. (*) Consultant et expert en géoéconomie

IMPORTATION DES VIANDES ROUGES ET BLANCHES

Les précisions du ministre de l’Agriculture

Le ministre de l’Agriculture et du développement rural s’est exprimé hier lundi sur la décision du gouvernement concernant l’autorisation d’importation à nouveau des viandes rouges et blanches.

Par Sirine R

Lors d’une conférence de presse tenue à Alger, le ministre a précisé que cette autorisation, qualifiée de circonstancielle, vise d’abord à protéger le cheptel national et à répondre aux besoins nationaux en matière des viandes qui vont augmenter avec la rentrée scolaire et universitaire. En effet, la reprise des services aux niveaux des cantines scolaires et restaurants, la demande sur la viande va augmenter. En termes clairs, à travers cette décision le gouvernement a pris ses devants pour faire face à une forte demande, dont le marché local n’est pas en mesure de la satisfaire. D’ailleurs, actuellement, il (le marché) est en situation déficitaire. Selon les chiffres de l’Association nationale des commerçants et artisans, les besoins du marché sont de l’ordre de 1,5 million de tonnes, alors la production locale n’excède pas les 1 million de tonnes !

« Cette décision a été prise de manière étudiée et occasionnelle. Elle tend à protéger le cheptel national, dont le nombre de têtes devient plus clair à l’issue du dernier recensement réalisé. Il faut savoir que la production nationale actuelle ne permet pas de couvrir les besoins nationaux qui vont s’accroître avec les rentrées scolaire et universitaire », a-t-il annoncé. Il s’agit d’assurer l’approvisionnement des établissements en matière de viandes et d’alléger le fardeau pour le consommateur, en lui assurant des prix abordables. Même chose pour les viandes blanches. Les besoins nationaux sont de l’ordre de 600 000 tonnes/an, mais la production avicole qui fait face une série de problème est en déclin. Suite à cela, les prix du poulet flam-bent en dépassant la barre de 500 DA/kg ! Concernant la récente augmentation du prix de la viande blanche, le ministre a estimé que cette situation est due à « la baisse globale de l’activité d’élevage de poulets en raison des

pertes subies par les éleveurs en raison des températures élevées ». Il a ajouté : « D’ici 45 à 55 jours, la production de viande blanche sera à nouveau disponible de manière normale, avec la reprise de l’activité ». Dans un autre registre, le ministre estime que la filière de l’élevage traverse une situation d’anarchie suite, entre autres, à l’abattage anarchique des brebis. Selon ses explications, la spéculation n’est jamais l’œuvre de l’éleveur, mais plutôt celle des intermédiaires. Par ailleurs le ministre a rassuré que l’aliment de bétail sera disponible à partir du mois d’octobre. « A compter du mois d’octobre, l’aliment de bétail sera disponible pour tous les éleveurs recensés », a-t-il rassuré. Dans ce sillage, le ministre a affirmé que l’Office national des aliments de bétail est prêt à assurer les quantités nécessaires avec un prix linéaire tout au long de l’année, à savoir 3.200DA/quintal. Selon lui, la filière connaîtra une stabilité d’ici deux ans à la faveur des dispositions engagées.

RENTREE SCOLAIRE

Merad insiste sur la mobilisation de tous les moyens

Le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et de l’Aménagement du territoire, Brahim Merad a affirmé, lundi à Alger, que les autorités publiques avaient mobilisé tous les moyens pour assurer une "rentrée scolaire dans les meilleures conditions" pour près de 11 millions d’élèves à travers le territoire national. Dans une allocution prononcée à l’occasion de la remise de 60 bus scolaires, octroyés par le groupe Sonatrach à 60 communes à travers le pays, M. Merad a souligné que "les autorités publiques ont mobilisé, tant au niveau central qu’au niveau local, toutes les ressources nécessaires pour une préparation optimale de la prochaine rentrée scolaire, dans le but de réunir les "meilleures conditions" pour la scolarisation d’environ 11 millions d’élèves".

A ce propos, le ministre a affirmé qu’un effort coordonné avec de nombreux secteurs avait été déployé depuis le début du premier semestre de cette année pour "traiter toutes les questions organisationnelles et logistiques en vue d’assurer une rentrée scolaire réussie et sécurisée, aussi bien pour le renforcement des structures éducatives que l’amélioration des services scolaires en général. "Les efforts déployés à cet effet, ont permis la réception de nombreuses infrastructures éducatives en attendant la livraison d’autres structures d’ici la fin de l’année en cours, ce qui contribuera à alléger la pression constatée dans certains établissements éducatifs", a-t-il révélé. En ce qui concerne la réha-

bilitation des établissements éducatifs, notamment pour le cycle primaire, le ministre a indiqué qu’il y avait eu "des opérations de maintenance, de réparation et de nettoyage des structures scolaires et des équipements associés, tout en portant une attention particulière aux services scolaires dont la restauration et le chauffage". Les services concernés se sont penchés sur le parachèvement des procédures liées au versement de la bourse scolaire au profit des bénéficiaires avant la rentrée scolaire. Concernant le transport scolaire, le ministre a affirmé que ce service public mis à la disposition des communes conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, jouit d’une grande importance, en ce qu’il ré-

duit la souffrance des écoliers des régions éloignées. Selon M. Merad, la prochaine rentrée scolaire verra la mobilisation de près de 18.555 bus par les communes, dont 11.383 bus du parc des communes et 7.172 loués dans le cadre de conventions avec les opérateurs de transport privé. Ce "nombre impressionnant" de bus mobilisés par les communes couvrira plus de 12.085 lignes, s’est réjoui le ministre qui a indiqué que la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales a débloqué la somme de 6 milliards de DA au profit des communes aux ressources financières limitées en vue de remédier aux lacunes enregistrées sur certaines lignes.

R E.

6 EXPOSITION INTERNATIONALE CHINE-ETATS ARABES

Une opportunité pour les entreprises nationales privées

La Chambre algérienne de commerce et d’industrie (Caci) a lancé un appel, sur son site web, à l’ensemble des entreprises nationales afin de prendre part à la sixième édition de l’Exposition internationale Chine-Etats arabes, qui se tiendra du 21 au 24 septembre à Yinchuan, en Chine. « Cet événement est destiné à promouvoir la coopération entre la Chine et les pays arabes dans l’économie, le commerce, l’énergie, les sciences et technologies, ainsi que dans l’agriculture et la santé. Le but est d’explorer de nouveaux pôles de croissance économique tels que l’économie bas-carbone et numérique », précise la Caci, signalant que des forums, des conférences, des expositions et des activités en rapport avec le marketing, le commerce et les investissements seront organisés en marge de cet événement.

6ÈME- ÉDITION DU TEXTSTYLE EXPO

Plus de 350 exposants attendus à Alger

La sixième -6ème- édition du TexStyle Expo, le Salon International du Textile, Habillement, Cuir et Equipements est prévue du 21 au 23 novembre 2023 au Centre International des Conférences Abdelatif Rahal CIC d’Alger, annonce CGCOM EVENT l’organisateur de l’événement. Cette édition s’annonce pleine de potentiel grâce au succès des éditions précédentes et à la participation accrue de plus de 350 exposants représentant de différents pays ; dont l’Algérie, la Chine, la Turquie, le Pakistan, l’Inde, la France et autres... avec une réservation de plus de 90%. TexStyle Expo est l’événement majeur en Algérie qui regroupe toutes les filiales et les métiers du secteur du textile et du cuir (de la matière première et semi finis, machines, équipements, design, Process et services jusqu’au prêt à porter, chaussures, maroquinerie, linge de maison et accessoires...). Les entreprises et les visiteurs intéressés par ce rendez-vous économique important sont appelés à s’inscrire dès maintenant pour bénéficier de tous les avantages que TexStyle Expo, pouvant « offrir à votre entreprise, vous permettant de favoriser les échanges, créer de nouveaux investissements et partenariats, renforcer votre présence sur le marché Algérien et Africain et répondre à la forte demande locale existante », conclut la même source.

UNIVERSITÉS DE CONSTANTINE

Plus de 330 nouveaux enseignants installés

Les universités de la wilaya de Constantine ont récemment commencé à installer les diplômés en doctorat et magister qui ont réussi dans le processus de recrutement de nouveaux enseignants non-salariés dans diverses spécialités, les nommant au rang de professeur assistant de classe B. Cette opération, menée à l'université Salah Boubnider, a été supervisée par le chargé de l'administration, le professeur Riadh Hamadouche. De plus, l'université a annoncé que ces nouveaux enseignants seront inscrits pour suivre des cours à distance en langue anglaise et en technologie de l'information et de la communication. Le rectorat de l'université a précisé que le nombre total de nouveaux enseignants s'y élève à 41, répartis dans différentes facultés et spécialités telles que l'architecture, la gestion des techniques urbaines, la langue française, l'informatique et les sciences politiques. Ce recrutement a également conduit à l'orientation de plusieurs enseignants vers la faculté des arts. L'université Emir Abdelkader a procédé à l'installation de 36 enseignants, issus de la même catégorie, dispersés dans diverses facultés couvrant de nombreuses spécialités. Pendant ce temps, l'université Abdelhamid Mehri a installé pas moins de 70 nouveaux enseignants de cette catégorie, répartis dans différentes spécialités, avec une concentration significative à la faculté des sciences économiques et commerciales. En ce qui concerne l'université des frères Mentouri, elle a accepté plus de cent nouveaux enseignants. De plus, l'école nationale polytechnique de Constantine a accueilli 24 nouveaux professeurs assistants, qui se sont spécialisés dans diverses disciplines. L'école nationale supérieure en biotechnologie a également été renforcée par l'arrivée de 21 nouveaux, dont trois titulaires d'un diplôme de magister et 18 titulaires d'un doctorat. Parallèlement, quatorze nouveaux enseignants ont rejoint l'école normale supérieure de Constantine, tandis que 24 autres ont été intégrés à l'école supérieure de comptabilité et de finances.

ALGER

Ouverture de 6 points de vente directe des productions halieutiques et aquacoles

Six points de vente directe des produits halieutiques et aquacoles ont été ouverts, dimanche à Alger, sous le slogan "du producteur au consommateur", et ce parallèlement à la rentrée sociale.

Cette initiative qui se poursuit jusqu'au 16 septembre, s'inscrit dans le cadre de la stratégie suivie par le ministère de la Pêche et des productions halieutiques pour la vente directe de ces produits, en coordination avec les équipementiers de navires, les mandataires et les éleveurs. L'ouverture de l'initiative a été présidée par le directeur de la Chambre algérienne de la pêche et de l'aquaculture (CAPA), Nabil Aouiche, accompagné du directeur de la pêche et des productions halieutiques de la wilaya d'Alger.

A cette occasion, M. Aouiche a indiqué à l'APS que l'opération de vente se déroule au niveau des communes de

Zéralda, d'El Harrach, de Tamanfoust et de Bordj El Kiffan ainsi qu'au Port d'Alger et à la Place des martyrs.

Cette opération vise à permettre aux citoyens d'acquérir des productions halieutiques à des prix "raisonnables" et "acceptables", à travers la vente directe et qui devra contribuer à réduire les coûts au profit du consommateur, parallèlement à la rentrée sociale, en sus d'assurer "un produit d'une valeur nutritionnelle importante", ajoute M. Aouiche.

Selon le même responsable, la daurade moyenne est cédée à 1.090 DA, la petite daurade à 990 DA et le tilapia à 550 DA, tandis que les prix de la sardine, oscillent entre 200 et 250 DA.

M. Aouiche a également affirmé que

ces points sont ouverts à différentes occasions, à raison d'un point ou deux dans chaque wilaya, avec la possibilité de rester ouverts tout au long de l'année, selon le taux d'affluence sur ces points qui devra assurer la stabilité des productions halieutiques et aquacoles. De son côté, le directeur de la Pêche et des productions halieutiques de la wilaya d'Alger, a mis en avant "la grande affluence des citoyens depuis le lancement de cette opération, exprimant leur satisfaction des prix".

Cette initiative vise à mettre la production halieutique à la portée du citoyen, à contribuer à la régulation des prix du marché et à diversifier l'offre nationale de poissons, en sus des viandes rouges et blanches.

BOUIRA

Plus de 300 foyers raccordés au réseau du gaz à El-Hachimia

Au total 308 foyers répartis sur plusieurs localités rurales de la commune d'El-Hachimia, Sud-ouest de Bouira, ont été raccordés au réseau de gaz naturel, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz).

Ces foyers, raccordés au réseau du gaz, sont répartis sur les localités d'Ouled Hadj Ali, Dghafla, Ouled Bouzid, Btatia et Douaouda,

selon la même source.

L'enveloppe financière allouée à cette opération est de l'ordre de 298 millions de dinars, avec une participation de la direction locale à hauteur de 72 millions de dinars, a-t-on ajouté.

Inscrit dans le cadre du programme financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales (CGSCL), ce projet a porté sur la réalisation d'un réseau de 44 km pour raccorder les 308 foyers en gaz,

a-t-on précisé. Depuis le début de l'année 2023 jusqu'à fin août dernier, près de 1 100 foyers ont été raccordés au réseau du gaz naturel à travers 17 localités isolées de la wilaya de Bouira pour un montant global de plus de 546 millions de dinars, a rappelé la même source. Durant cette même période, un réseau d'une longueur de 150 kilomètres a été réalisé pour alimenter tous les villages enclavés en énergie gazière.

Ces opérations visent à améliorer davantage les conditions de vie des citoyens de la wilaya de Bouira, a-t-on souligné. Pour ce qui est de la couverture de la wilaya en matière de gaz, la même direction a fait savoir que le taux de couverture a dépassé les 90 %, en rappelant que d'autres projets sont en cours pour raccorder d'autres foyers qui ne disposent pas encore de cette énergie au réseau de gaz naturel.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'université de Batna s'ouvre au monde

Dans le cadre de sa politique d'ouverture sur le monde extérieur, l'université Hadj Lakhdar de Batna-1 a signé, depuis le début de cette année, six conventions de partenariat avec des organismes, des entreprises et des opérateurs économiques locaux. Il s'agit du Commissariat aux Énergies Renouvelables et à l'Efficacité Énergétique (CEREFE) d'Alger, de la chambre de l'agriculture de Sétif, de l'institut technologique spécialisée de formation en production animale de Guelma, de l'association des producteurs de céréales et de semences de Sétif, de la coopérative spécialisée dans l'élevage ovin de Batna, ainsi que l'association de développement de la culture céréalière et des légumes secs de Djelfa. Ces conventions, d'une durée de validité de cinq ans, ont pour objectif principal d'élargir le champ de la coopération aux échanges d'expé-



riences, au sponsoring et à l'ouverture des portes de l'université sur le monde extérieur pour la formation ou le recyclage des employés des structures partenaires. En contrepartie, les intervenants concernés assurent des stages pratiques

aux étudiants de certaines filières et leur facilitent l'accès à des sources de données pouvant leur servir dans leurs travaux de recherche. Par ailleurs, pour ce qui est des liens noués avec des établissements étrangers de l'enseignement su-

périeur, l'université de Batna-1 a signé des conventions de partenariat avec celles de Atatürk et Karadeniz de Turquie, quatre instituts et facultés de Tunisie, ainsi que trois établissements français, à savoir l'université Gustave Eiffel, l'école française de Rome et l'école nationale des travaux publics de Lyon. Il y a également l'Université Russe de l'Amitié des Peuples (URAP), qui a signé avec l'université de Batna-1 une convention ouverte à diverses spécialités, englobant les domaines technique, scientifique, médical, économique et humanitaire. Tous ces accords de partenariat sont basés sur les échanges scientifiques, la collaboration en matière de recherche dans les domaines d'intérêts communs, l'élargissement de la coopération avec l'octroi de bourses à des étudiants, ainsi que le sponsoring de séminaires, de colloques et de rencontres scientifiques.

SEMI-CONDUCTEURS

Le blocus américain contre la Chine est une déclaration de guerre économique

L'administration Biden pense pouvoir préserver la primauté technologique de l'Amérique en empêchant la Chine d'accéder aux puces informatiques de pointe. Ce plan [appelé bouclier de silicium par un journaliste, NdT] pourrait-il se retourner contre elle ?

1^e partie

Alex W. Palmer

En octobre dernier, le Bureau de l'industrie et de la sécurité des États-Unis (BIS) a publié un document qui, avec ses 139 pages de jargon bureaucratique dense et de détails techniques minutieux, constituait une déclaration de guerre économique contre la Chine. La portée de ce texte est d'autant plus spectaculaire que sa source est relativement obscure. Le BIS est l'un des 13 bureaux du ministère du Commerce, le plus petit ministère fédéral en termes de financement. Le BIS est minuscule : son budget pour 2022 s'élevait à un peu plus de 140 millions de dollars, soit environ un huitième du coût d'une batterie de missiles de défense aérienne Patriot. Le bureau emploie environ 350 agents et fonctionnaires, qui surveillent collectivement des transactions d'une valeur de plusieurs milliers de milliards de dollars dans le monde entier.

Au plus fort de la Guerre froide, au moment où les contrôles des exportations vers le bloc soviétique étaient les plus stricts, le BIS était une plaque tournante essentielle en ce qui concerne les défenses occidentales, traitant jusqu'à 100 000 licences d'exportation par an. Pendant la période de paix et de stabilité relatives des années 1990, le bureau a perdu une partie de sa raison d'être – ainsi que son personnel et son financement – et le nombre de licences s'est réduit à environ 10 000 par an. Aujourd'hui, ce chiffre est de 40 000 et ne cesse d'augmenter. Avec une liste noire commerciale tentaculaire connue sous le nom de liste des entités (à ce jour 662 pages en constante augmentation), de nombreux accords multilatéraux préexistants de contrôle des exportations et des actions en cours contre la Russie et la Chine, le BIS est plus actif que jamais. « Nous consacrons 100 % de notre temps aux sanctions contre la Russie, 100 % à celles contre la Chine et 100 % à tout le reste », explique Matt Borman, secrétaire adjoint au commerce chargé de la gestion des exportations.

Ces dernières années, les puces de semi-conducteurs sont devenues un élément central du travail du bureau. Les puces sont l'élément vital de l'économie moderne et le cerveau de tous les appareils et systèmes électroniques, depuis les iPhones jusqu'aux grille-pain, depuis les centres de données jusqu'aux cartes de crédit. Une nouvelle voiture peut comporter plus d'un millier de puces, chacune gérant une facette différente du fonctionnement du véhicule. Les semi-conducteurs sont également la force motrice des innovations qui sont sur le point de révolutionner la vie au cours du siècle prochain, comme l'informatique quantique et l'intelligence artificielle. Le logiciel ChatGPT d'OpenAI, par exemple, aurait été développé sur 10 000 des puces les plus avancées actuellement disponibles.

Par le biais des contrôles à l'exportation du 7 octobre, le gouvernement américain a annoncé son intention de restreindre les capacités de la Chine à produire, voire à acheter, les puces haut de gamme. La logique de cette mesure est simple : ces puces, ainsi que les superordinateurs et les systèmes d'intelligence artificielle qu'elles alimentent, permettent la production de nouvelles armes et d'outils de surveillance. Toutefois, la portée et la finalité de ces mesures auraient difficilement pu être plus radicales, puisqu'elles visaient une cible bien plus large que le

système de sécurité de l'État chinois. « Il est essentiel de comprendre que les États-Unis voulaient avoir un impact sur l'industrie chinoise de l'intelligence artificielle », explique Gregory C. Allen, directeur du Wadhvani Center for AI and Advanced Technologies au Center for Strategic and International Studies à Washington. « Le secteur des semi-conducteurs est notre moyen pour parvenir à cet objectif. »

Bien qu'elles se présentent sous la forme discrète d'une mise à jour des règles d'exportation, les mesures de contrôles du 7 octobre visent essentiellement à éradiquer, de fond en comble, tout l'ensemble de l'écosystème chinois des technologies de pointe. « La nouvelle politique incarnée par le 7 octobre est la suivante : non seulement nous n'allons pas permettre à la Chine de progresser davantage sur le plan technologique, mais nous allons activement inverser l'état actuel des choses », explique Allen. Ce que C. J. Muse, analyste confirmé en matière de semi-conducteurs chez Evercore ISI, exprime de la façon suivante : « Si vous m'aviez parlé de ces règles il y a cinq ans, je vous aurais dit qu'il s'agissait d'une déclaration de guerre – il aurait fallu que nous soyons en guerre. »

Si les mesures de contrôle sont efficaces, cela pourrait pénaliser la Chine pendant une génération entière. Si elles échouent, elles pourraient se retourner contre les États-Unis de manière spectaculaire, précipitant l'avenir même que ces derniers tentent désespérément d'éviter. Le résultat déterminera probablement les rivalités entre les États-Unis et la Chine, tout comme l'avenir de l'ordre mondial, et ce, pour les décennies à venir. « Deux dates de 2022 resteront dans l'histoire, explique Allen. La première est le 24 février, lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, et la seconde est le 7 octobre. »

Indépendamment de l'immense complexité de leur conception, les semi-conducteurs sont, dans un sens, relativement simples : ce sont de minuscules morceaux de silicium gravés de réseaux de circuits. Les circuits s'allument et s'éteignent en fonction de l'activité d'interrupteurs appelés transistors. Lorsqu'un circuit est activé, il produit un 1. Lorsqu'il est désactivé, il produit un 0. Les premières puces, inventées à la fin des années 1950, ne contenaient qu'une poignée de transistors. Aujourd'hui, le semi-conducteur de base d'un nouveau smartphone comporte entre 10 et 20 milliards de transistors, chacun de la taille d'un virus, taillés dans la structure du silicium comme une sorte de gâteau sandwich.

Pour décrire la rapidité des progrès accomplis au cours des six dernières décennies, la loi de Moore, selon laquelle le nombre de transistors qu'il est possible de placer sur une puce a grosso modo doublé tous les deux ans, est devenue célèbre. Chris Miller, auteur du livre *Chip War* [La guerre des puces, NdT] et professeur associé d'histoire internationale à la Fletcher School de l'université de Tufts, aime à souligner que si les avions avaient évolué au même rythme que les puces, ils voleraient aujourd'hui à une vitesse plusieurs fois supérieure à celle de la lumière. Aucune technologie dans l'histoire de la civilisation humaine n'a jamais rivalisé avec cette époustouflante progression de la puissance informatique.

Les installations de fabrication de semi-conducteurs, connues sous le nom de fabs, sont les usines les plus chères du monde. Elles réalisent les opérations de fabrication les plus complexes jamais réalisées, à une échelle de production jamais atteinte pour

aucun autre matériel. Le secteur des puces, en revanche, est un véritable maillage d'interdépendances, réparti sur toute la planète dans des régions et des entreprises hautement spécialisées, dont les prouesses sont rendues possibles par des chaînes d'approvisionnement d'une longueur et d'une complexité exceptionnelles : un exemple, en d'autres termes, de la mondialisation. « Il est difficile d'imaginer comment les capacités qu'elles ont atteintes auraient pu être possibles sans le concours des esprits les plus brillants du monde travaillant de concert », déclare Miller. Et pourtant, c'est justement cette même interconnexion qui fait la vulnérabilité de l'industrie face à des réglementations telles que celles que l'administration Biden est en train de mettre en place. Une poignée d'entreprises seulement peut rivaliser à ce niveau d'innovation, là où les percées coûtent des milliards de dollars et nécessitent des dizaines d'années de recherche. Il en résulte une industrie caractérisée par une série de points d'étranglement. L'exemple le plus connu est la machine de lithographie aux ultraviolets extrêmes (EUV) fabriquée par ASML, une société néerlandaise. Cette machine est utilisée pour imprimer les couches d'une puce. En 1997, ASML a engagé Jos Benschop, un jeune ingénieur titulaire d'un doctorat en physique, pour diriger la création d'un nouveau système qui aiderait les clients d'ASML du secteur des semi-conducteurs à imprimer des puces plus petites, plus rapides et plus denses que jamais. Il aura fallu quatre ans pour parvenir à la validation du concept nécessaire ne serait-ce que pour légitimer l'affectation d'une petite équipe à cette tâche, puis cinq autres années pour que l'équipe construise un prototype. En décembre 2010, dans un centre de recherche de Corée du Sud, un prototype réactualisé, le TWINSCAN NXE:3100, a finalement été testé avec succès pour la première fois. Mais il aura fallu attendre presque une décennie de plus avant que les premiers produits compatibles avec l'EEUV ne soient mis sur le marché.

« Je crois vraiment que notre machine est la plus complexe que l'humanité ait jamais produite. »

La version la plus récente de la machine peut fabriquer des structures aussi petites que 10 nanomètres – à titre de comparaison, un globule rouge humain a un diamètre d'environ 7 000 nanomètres. Elle utilise un laser pour créer un plasma 40 fois plus chaud que la surface du soleil, celui-ci émet une radiation ultraviolette extrême – invisible à l'œil humain – réfractée sur une puce de silicium par une série de miroirs. Le laser provient d'une entreprise allemande et compte 457 329 pièces. Un EUV complet comporte plus de 100 000 composants d'une complexité similaire.

L'EEUV n'est qu'une partie du processus : une usine de pointe peut regrouper plus de 500 machines et 1 000 étapes. Pourtant, l'EEUV à lui seul est une réalisation humaine quasi miraculeuse, capable de travailler à des échelles et avec des précisions difficilement concevables. « Je crois sincèrement que notre machine est la chose la plus complexe que l'humanité ait jamais produite », déclare Benschop, aujourd'hui vice-président de la technologie d'ASML. Aujourd'hui, plus de dix ans après le premier essai du TWINSCAN, aucune autre entreprise n'a été en mesure de réitérer l'exploit d'ASML.

En s'attaquant aux points d'étranglement naturels de l'industrie, l'administration Biden entend empêcher la Chine d'accéder à l'ave-

nir de la technologie des puces. Les effets iront bien au-delà de la réduction des avancées militaires chinoises, puisque cela menacera également la croissance économique et le leadership scientifique du pays. « Nous avons établi qu'il y avait des domaines technologiques clés dans lesquels la Chine ne devait pas progresser », explique Emily Kilcrease, membre du Centre pour une nouvelle sécurité américaine et ancienne responsable du commerce extérieur des États-Unis. « Or, il se trouve que ces domaines sont justement ceux qui alimenteront la croissance et le développement économiques futurs. » Aujourd'hui, les avancées scientifiques résultent souvent de simulations et de l'analyse d'énormes quantités de données, plutôt que d'expériences par essais et erreurs. On utilise les simulations pour découvrir de nouveaux médicaments qui sauvent des vies, pour modéliser l'avenir du changement climatique et pour explorer le comportement des galaxies qui entrent en collision, mais aussi pour étudier la physique des missiles hypersoniques et des explosions nucléaires.

« La personne qui possède le superordinateur le plus performant est aussi celle qui peut faire les meilleures recherches scientifiques », m'a dit Jack Dongarra, directeur fondateur de l'Innovative Computing Laboratory de l'université du Tennessee. Dongarra dirige un programme appelé TOP500, qui propose un classement semestriel des superordinateurs les plus rapides au monde. En juin, la Chine en revendiquait 134, contre 150 pour les États-Unis. Mais aux environs de 2020, les demandes de la Chine ont chuté d'une manière qui a laissé penser à Dongarra qu'elle souhaitait éviter d'attirer une attention non désirée. Des rumeurs au sujet de nouveaux superordinateurs se répandent dans des articles scientifiques et des annonces de recherche, ce qui permet aux observateurs de deviner l'état réel de la concurrence et l'ampleur de l'avance présumée de la Chine. « C'est très frappant parce qu'en 2001, la Chine n'avait aucun ordinateur sur la liste, explique Dongarra. Aujourd'hui, elle a progressé au point de dominer celle-ci. »

La force de la Chine s'accompagne pourtant d'une vulnérabilité majeure : presque toutes les puces qui équipent les projets les plus avancés et les institutions du pays sont inexorablement liées à la technologie américaine. « L'ensemble de l'industrie ne peut fonctionner qu'avec des intrants américains, explique Miller. Dans chaque installation un tant soit peu à la pointe du progrès, on trouve des outils et des logiciels de conception américaine, et la propriété intellectuelle américaine est présente tout au long du processus. En dépit de décennies d'efforts du gouvernement chinois et de dizaines de milliards de dollars consacrés à « l'innovation locale », le problème reste crucial. En 2020, les producteurs chinois de puces n'ont fourni que 15,9 % de la demande globale du pays. Pas plus tard qu'en avril, la Chine a dépensé plus d'argent pour importer des semi-conducteurs que pour importer du pétrole. L'Amérique a pris la pleine mesure de son ascendant sur le marché mondial des semi-conducteurs en 2019, lorsque l'administration Trump a ajouté Huawei, un important fabricant chinois de télécommunications, à la liste des entités. Bien que l'inscription sur la liste ait manifestement été une punition pour une violation criminelle – Huawei ayant été découvert vendant du matériel frappé de sanctions à l'Iran – ses avantages stratégiques sont immédiatement apparus comme une évidence.

FIN DU REMPLISSAGE
DU MÉGABARRAGE
SUR LE NIL

Tensions entre
Ethiopie et Egypte

L’Ethiopie a annoncé dimanche avoir terminé le remplissage du Grand barrage de la renaissance qu’elle a construit sur le Nil, ravivant les tensions avec l’Egypte, qui a condamné une opération "unilatérale" et "illégal". Le Soudan, autre pays situé en aval de ce mégabarrage présenté comme le plus grand d’Afrique, n’avait pas réagi dimanche soir. Ces dernières années, Khartoum et Le Caire, qui voient le barrage comme une menace pour leur approvisionnement en eau, ont à plusieurs reprises demandé à l’Ethiopie de cesser le remplissage du réservoir du Grand barrage de la renaissance (Gerd), en attendant un accord tripartite sur ses modalités de fonctionnement. "C’est avec grand plaisir que j’annonce que le quatrième et dernier remplissage (d’eau) du barrage de la Renaissance a été réalisé avec succès", a déclaré dimanche le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed dans un message posté sur le réseau social X (ex-Twitter). "Il y a eu beaucoup de défis, nous avons souvent été poussés à faire marche arrière. Nous avons eu un défi interne et des pressions extérieures. Nous avons atteint (ce stade) en faisant face avec Dieu", a-t-il ajouté. "Je crois que nous terminerons ce que nous avons prévu", a affirmé le dirigeant éthiopien. Le Bureau du Premier ministre a ensuite posté plusieurs photos montrant Abiy Ahmed sur le site du barrage avec un message en anglais: "Notre persévérance nationale envers et contre tout a porté ses fruits !" Le "remplissage du réservoir du barrage de la Renaissance sans accord avec les deux pays en aval (Egypte et Soudan) est (...) illégal", et "pèsera" sur les négociations entre les trois pays, a-t-il indiqué dans un communiqué. Avec ce mégabarrage hydroélectrique (1,8 km de long, 145 mètres de haut) capable de générer à terme plus de 5.000 mégawatts, l’Ethiopie entend doubler sa production d’électricité, à laquelle environ seulement la moitié de ses quelque 120 millions d’habitants ont actuellement accès.

ÉGYPTE

Les expéditions d'oignons vers l'UE ont plus que doublé à 128 000 tonnes en 2022/2023

L’Égypte est le principal fournisseur d’oignons du marché commun de l’Union européenne. Après trois années de stagnation, les expéditions de la filière ont de nouveau le vent en poupe sur le vieux continent.

Entre juillet 2022 et juin 2023, les expéditions égyptiennes d’oignons à destination de l’Union européenne (UE) ont atteint 128 000 tonnes. Ce volume représente plus du double du stock de 60 000 tonnes expédié au cours de la saison précédente. Il marque en outre le plus grand volume d’envoi réalisé par la filière égyptienne sur le marché commun européen au cours des trois dernières années. D’après le site spécialisé East fruit, deux principaux facteurs expliquent cette percée sur le marché de l’UE. Le premier est

lié à la sécheresse qui a affecté la production du bulbe au sein de l’UE durant l’été 2022, entraînant une mauvaise récolte et un épuisement rapide des stocks des producteurs du bloc. À cela s’ajoute la dévaluation de la livre égyptienne qui a rendu les produits égyptiens plus compétitifs sur le marché mondial. En effet, le pays des pharaons a dévalué sa monnaie locale à trois reprises depuis mars 2022, ce qui a fait chuter la valeur de la devise de 50 % par rapport au dollar américain. En ce qui concerne les débouchés, les Pays-Bas restent le principal acheteur au

sein de l’UE comptant pour 40 % du volume des envois, suivi par l’Italie, la Slovénie, la Roumanie et la Grèce qui complètent le top 5. Globalement, si l’Égypte reste le premier fournisseur de l’UE avec 32 % du stock total importé par le bloc, il faut rappeler que le pays des pharaons reste encore loin de sa meilleure performance réalisée en 2018/2019 où le volume des envois totalisait 165 000 tonnes. Pour rappel, l’Égypte est le premier producteur africain d’oignons avec près de 3,3 millions de tonnes en 2021, selon les données du site Statista.

MOBILITÉ ÉLECTRIQUE EN TUNISIE

Une introduction en douceur

L’Anme a identifié une dizaine de mesures de différentes natures, visant à faire sauter les verrous qui s’érigent en obstacles face au développement de la mobilité électrique. Le défi se pose essentiellement au niveau du surcoût à l’achat de la voiture électrique mais aussi des bornes de recharge. La fin de la voiture thermique en Europe, à partir de 2035, a marqué un tournant majeur pour l’industrie automobile mondiale qui surfe, aujourd’hui, sur la vague de l’électrification. Désormais, les constructeurs automobiles ne jurent que par le véhicule électrique, devenu une obligation dans l’un des plus grands marchés automobiles dans le monde. Ce changement stratégique a rebattu les cartes d’une industrie en plein chamboulement. Et la Tunisie, soucieuse d’être en phase avec cette importante et décisive transformation, souhaite se

positionner dans les nouvelles chaînes de valeur. Raison pour laquelle le gouvernement lorgne, aujourd’hui, ce secteur porteur d’opportunités. Bien qu’il soit encore tôt pour parler de mobilité électrique prospère en Tunisie, les autorités misent énormément sur son développement, sur le moyen terme. Car pour attirer des investissements dans la production automobile électrique, il faut d’abord ouvrir son marché à ces nouveaux produits.

Une solution dédiée aux entreprises
Certes, sur le court terme, les objectifs sont timides : On table sur un nombre de 5.000 voitures électriques en circulation en 2025. Mais les efforts pour stimuler la demande, d’une manière générale, se multiplient afin de traduire la volonté de faire le saut vers le tout-électrique. Ainsi, des mesures et décisions

ont été prises, en ce sens, pour introduire en douceur le véhicule électrique en Tunisie. La dernière en date étant l’inauguration de la première station photovoltaïque de recharge des voitures électriques qui a eu lieu, vendredi dernier au siège de l’Anme. Cette action pilote vise, en effet, à montrer la voie et encourager les entreprises publiques et privées à réaliser de projets pareils dans l’objectif de couvrir la consommation énergétique des déplacements par le photovoltaïque. « Aujourd’hui, on a démarré une action de promotion pour inciter les entreprises à adopter cette solution au niveau des flottes captives. Toute entreprise, qui dispose d’une flotte de voitures pour usage professionnel, peut solliciter notre accompagnement si elle souhaite s’équiper en voitures électriques et doter son parc d’ombrières solaires. Je crois qu’il est possible de faire fonctionner les flottes des entre-

prises par le solaire », a précisé Fethi Hanchi, directeur général de l’Agence nationale pour la maîtrise de l’énergie (Anme).

Les mécanismes à mettre en œuvre
Chargée de ce dossier, l’Anme a identifié une dizaine de mesures de différentes natures, visant à faire sauter les verrous qui s’érigent en obstacles face au développement de la mobilité électrique. Le défi se pose essentiellement au niveau du surcoût à l’achat de la voiture électrique et des bornes de recharge. Hanchi explique, à cet égard, que l’agence s’est penchée sur divers mécanismes pour inciter les consommateurs à opter pour les véhicules électriques et réduire leurs coûts souvent perçus comme dissuasifs. « On travaille sur des mécanismes pour promouvoir les voitures électriques en Tunisie et réduire leurs coûts en subventionnant, par exemple, le surcoût.

LIBYE

Fitch Solutions prévoit un fort rebond de la croissance économique, à 19,7 %

L’amélioration de la stabilité politique devrait créer une hausse des exportations de brut et une augmentation des dépenses publiques, avec des retombées positives sur l’économie non pétrolière. Le PIB réel de la Libye devrait croître de 19,7 % en 2023, après une contraction de 12,9 % en 2022, grâce notamment à l’augmentation des exportations de pétrole, a estimé Fitch Solutions Country Risk & Industry Research. « L’amélioration de la stabilité politique en Libye permettra une forte reprise de la production pétrolière, qui entraînera une augmentation des exportations de brut »,

souligne le rapport intitulé « Le rebond des exportations de pétrole génèrera une forte croissance en Libye en 2023 ». « La position plus forte du gouvernement d’union nationale (GNA) basé à Tripoli par rapport à son rival basé à Syrte devrait créer un environnement plus favorable, qui doit permettre une augmentation de 6,9 % de la production pétrolière et favoriser des exportations de brut, qui représente plus de 90 % des recettes du pays », a-t-on ajouté de même source. Depuis février 2022, deux gouvernements se disputent la légitimité en Libye : celui de Tripoli mis en place dans le cadre d’un processus de paix parrainé par l’ONU, et

un exécutif rival basé à Syrte et soutenu par le maréchal Khalifa Haftar, l’homme fort de l’Est libyen qui contrôle aussi une partie du sud du pays. Malgré de multiples offensives, ce dernier n’a pas jusqu’ici réussi à évincer le gouvernement en place à Tripoli. En 2022, des blocages répétés des terminaux pétroliers par des forces loyales au maréchal Khalifa Haftar avaient cependant provoqué une forte diminution de la production pétrolière et des recettes d’exportation de brut. Fitch Solutions souligne d’autre part que la légitimité croissante du gouvernement d’union nationale dirigé par le Premier ministre Abdelhamid Dbeibah élargira sa

marge de manœuvre politique pour signer des contrats avec des entreprises étrangères, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, de la construction et du transport, et utiliser les recettes générées par les exportations pétrolières afin de réaliser des investissements publics dans plusieurs secteurs. Une partie des dépenses publiques devrait être par ailleurs orientée vers la stimulation de la consommation des ménages à travers la majoration des salaires des fonctionnaires et des transferts financiers directs destinés à renforcer le soutien de la population au gouvernement basé à Tripoli.

MÉTAUX CRITIQUES

L'UE et les États-Unis soutiennent l'extension du corridor de Lobito jusqu'en Zambie

Le corridor de Lobito reliant le port angolais du même nom à la RDC peut réduire les délais d'exportation des métaux critiques (cuivre, cobalt et bientôt lithium) produits en RDC et en Zambie. C'est ce qui justifie l'intérêt des États-Unis qui ont déjà annoncé un investissement de 250 millions \$.

Les États-Unis et l'Union européenne (UE) vont soutenir la Zambie, la RDC et l'Angola dans le projet d'extension du corridor de Lobito jusqu'en Zambie. C'est ce qu'il faut retenir d'un communiqué publié le samedi 9 septembre par la Maison-Blanche, en marge du sommet du G20 en Inde. Le corridor de Lobito est constitué d'infrastructures portuaires et ferroviaires destinées à relier les mines de cuivre et de cobalt du sud de la RDC et du nord-ouest de la Zambie aux marchés régionaux et mondiaux via le port angolais de Lobito. Dans sa version actuelle, le chemin de fer s'arrête en RDC. Dans le cadre du Partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux (PGII), un programme lancé par le G7 en réponse à l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie »,

les États-Unis ont déjà annoncé plus tôt cette année un investissement de 250 millions de dollars pour la réhabilitation du chemin de fer reliant le port de Lobito à la RDC. Désormais, l'UE se joint à Washington pour aider les gouvernements des trois pays concernés à lancer des études de pré faisabilité pour prolonger le tronçon ferroviaire jusqu'au nord de la Zambie. « Une fois que l'infrastructure de transport reliant les trois pays sera pleinement opérationnelle, le corridor améliorera les possibilités d'exportation de la Zambie, de l'Angola et de la RDC, stimulera la circulation régionale des marchandises et favorisera la mobilité des citoyens », indique notamment le communiqué commun. L'intérêt de l'UE et des États-Unis se justifie par leurs besoins croissants en métaux critiques comme le cuivre, le cobalt

et le lithium, indispensables à la transition énergétique en raison de leur utilisation dans les véhicules électriques, les panneaux solaires ou encore l'éolien. La RDC et la Zambie sont en effet les deux principaux producteurs africains de cuivre, la première citée arrivant même à la troisième place mondiale pour le métal rouge. La RDC est par ailleurs le premier producteur mondial de cobalt et un futur producteur de lithium. Rappelons que la Chine a compris très tôt l'importance de ces deux pays, particulièrement la RDC, en signant plusieurs accords avec l'État congolais pour exploiter le cuivre et le cobalt. Si Kinshasa tente actuellement de renégocier ces accords afin d'obtenir une part plus « juste » des profits générés par l'exploitation de ses ressources minières, Pékin possède encore une avance considérable sur ses rivaux occidentaux.

AFRIQUE

Les attaques par e-mail représentent la plus grande cybermenace pour les entreprises

Le rapport souligne que le télétravail et le mode hybride exacerbent les cyber-risques et obligent les entreprises à investir dans des solutions de protection plus avancées des points d'extrémité, tels que les systèmes de prévention des intrusions basé sur l'hôte, les réseaux privés virtuels d'accès à distance et l'authentification à deux facteurs. Les entreprises africaines perçoivent les attaques par courrier électronique, y compris le phishing et le spam, comme la plus grande cybermenace, selon un rapport publié fin juin dernier par Liquid C2, un fournisseur panafricain de services cloud et de solutions de cybersécurité. Intitulé « The evolving cyber security landscape in Africa », le

rapport se base sur une enquête menée auprès d'un échantillon de responsables de la cybersécurité exerçant dans 139 entreprises actives dans trois pays du continent, en l'occurrence l'Afrique du Sud, le Kenya et la Zambie. Ces entreprises emploient plus de 50 personnes chacune et opèrent dans une multitude de secteurs, dont la finance, les mines, l'éducation, l'industrie, le BTP, la grande distribution, le transport, le tourisme, l'agriculture et le gaming. Appelés à classer les principales cybermenaces pour leurs entreprises, les responsables de la cybersécurité interrogés ont cité les attaques par e-mail (74%) devant les logiciels malveillants (52 %), la compromission du mot de passe (47%), l'usurpa-

tion d'identité (42%), le stockage des informations confidentielles dans le cloud public (40%) et les menaces d'initiés (29%). En ce qui concerne les plus importants impacts négatifs des cyberattaques, les responsables sondés ont cité, dans l'ordre, les pertes financières (19%), l'atteinte à la réputation de l'entreprise (15%), la perte d'informations importantes sur l'entreprise et/ou les salariés (14%), la divulgation d'informations vitales sur l'entreprise à un tiers (13%) et la perturbation des activités de l'entreprise (12%). Le rapport révèle également qu'environ trois entreprises sur quatre estiment que les menaces en matière de cybersécurité ont

augmenté en 2022, alors que 58% affirment avoir subi une violation effective de leurs données durant cette même année.

Baisse des budgets alloués à la cybersécurité

En vogue depuis le déclenchement de la pandémie du coronavirus, le télétravail et le travail hybride jouent un rôle non-négligeable dans l'augmentation des cyberattaques. 61% des entreprises couvertes par l'enquête citent d'ailleurs ces deux modes de travail comme étant la principale cause de la réussite des violations de leurs données.

POUR L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique a besoin de 100 milliards \$ par an

Alors que les économies africaines supportent déjà le poids de la dette, le rapport souligne que plus de la moitié des financements dédiés à l'adaptation au changement climatique sont servis au continent sous forme de prêts. L'Afrique a besoin de plus de 100 milliards de dollars par an pour financer des projets d'adaptation au changement climatique comme la construction d'infrastructures adéquates, l'amélioration des systèmes d'alerte précoce contre les phénomènes météorologiques extrêmes et le renforcement des capacités de résilience des systèmes de production agricole, selon un rapport publié le 4 septembre par le Centre mondial

pour l'adaptation (Global Center on Adaptation-GCA). Intitulé « Accelerating Adaptation Finance – Africa and Global Perspectives », le rapport précise que cette nouvelle estimation des besoins du continent en matière de financements nécessaires à l'adaptation au dérèglement climatique repose sur une analyse approfondie des contributions déterminées au niveau national (CDN), qui ont été soumises par les pays africains aux Nations unies. Cette analyse montre que 28 pays seulement sur les 54 que compte le continent ont inclus des estimations des coûts des projets d'adaptation dans leurs CDN.

D'après les estimations présentées par ces 28 pays, les coûts globaux des projets d'adaptation s'élèvent à 52,7 milliards de dollars par an. Le fait que 26 pays africains n'ont pas encore présenté des estimations a conduit le Centre mondial pour l'adaptation à considérer que les besoins annoncés par l'Afrique en matière de financements nécessaires à l'adaptation au changement climatique sont largement sous-évalués. Le rapport révèle également que les flux actuels des financements dédiés à l'adaptation au changement climatique en Afrique se sont élevés à environ 11,4 milliards de dollars en moyenne par an durant les années 2019 et 2020.

PROTECTION CÔTIÈRE

L'AFD débourse 23 milliards FCFA pour le tronçon Gbodjomé-Agbodrafo

Le Togo obtient 23 milliards FCFA (environ 35 millions d'euros) de l'Agence française de développement (AFD), sous forme de crédit, pour avancer dans les travaux de protection de ses zones côtières contre l'érosion marine, précisément sur un tronçon de 7 kilomètres, entre Gbodjomé et Agbodrafo. Cette facilité, au profit du Projet d'investissement de résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA ResIP-Togo), appuyé par la Banque mondiale et d'autres partenaires, a fait l'objet d'un accord de financement le vendredi 08 septembre dernier à Lomé, signé par le ministre de l'Économie et des finances togolais, Sani Yaya, et l'ambassadeur de France au Togo, Augustin Favereau. C'était en présence de plusieurs acteurs des deux parties, dont le ministre en charge de l'environnement Foli-Bazi Katari, et de la directrice de l'AFD au Togo, Zolika Bouabdallah.

« Je me réjouis de la signature de l'Accord de crédit avec l'Agence Française de Développement qui porte sur un montant de 35 millions d'euros, soit environ 23 milliards de francs CFA, destiné à financer les travaux de la protection côtière sur 7 kilomètres entre les villages de Gbodjomé et Agbodrafo », a indiqué le ministre togolais des finances. Si cet accord vient apporter des ressources financières au programme de protection côtière, l'AFD n'est pas le seul partenaire positionné sur ce tronçon. Quelques jours avant cet accord, Invest International, un acteur néerlandais, s'est positionné pour apporter un soutien financier supplémentaire, de plus de 16 milliards FCFA, pour compléter les investissements sur la bande de 7 km. Ces ressources s'annoncent peu après la fin de grands travaux déjà menés sur la côte togolaise, réalisés par l'entreprise néerlandaise Boskalis, suite à des accords à hauteur de 63 millions d'euros (près de 42 milliards FCFA) avec le Togo et le Bénin, pour une bande d'une quarantaine de kilomètres.

POINT-MARCHÉS

Hausse en Europe avant la BCE et des indicateurs économiques

Les principales Bourses européennes sont orientées à la hausse lundi en matinée en attendant les prévisions économiques de la Commission européenne alors que la semaine sera marquée par les décisions de la Banque centrale européenne (BCE) et les chiffres de l'inflation américaine.

À Paris, le CAC 40 prend 0,96% à 7.310,50 points vers 07h50 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,90% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,68%. L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,86% et le FTSEurofirst 300 de 0,90%. Le Stoxx 600, qui a perdu la semaine dernière près de 1%, avance de 0,87%. Les contrats à terme à Wall Street préfigurent également une hausse de 0,34% pour le Dow Jones, de 0,44% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,61% pour le Nasdaq après une séance de vendredi soutenue par les titres technologiques à la faveur d'une baisse des rendements des bons du Trésor américain. A neuf jours des décisions de politique monétaire de Réserve fédérale américaine (Fed), le marché table avec une probabilité de 93% sur une pause sur les taux, mais l'horizon est plus incertain pour la réunion de novembre, montre le baromètre Fedwatch de CME Group. En zone euro, l'enquête Reuters prévoit que

la BCE opte elle aussi pour une pause sur ses taux le 14 septembre, tandis que les économistes se montrent très divisés pour la suite. Avant ces décisions de politique monétaire, les investisseurs auront pris connaissance ce lundi à 9h00 GMT des dernières prévisions économiques en Europe et des chiffres de l'inflation en août aux Etats-Unis (mercredi), dont le consensus Reuters prévoit une décélération des prix à la consommation de base (core CPI) de 4,3% sur un an. En Bourse, la tendance positive en Europe est tirée par le compartiment des ressources de base (+2,76%) dans le sillage de la hausse des cours des métaux, les investisseurs pariant sur une amélioration de la demande en Chine, malgré la conjoncture morose actuelle, notamment dans le secteur de l'immobilier chinois. L'indice de l'immobilier en Europe de son côté gagne 1,12% à la faveur de l'espoir d'une accalmie sur les taux d'intérêt. Celui des nouvelles technologies prend 0,52% dans le sillage du Nasdaq qui a re-

bondi après quatre séances consécutives de baisse. Les gains sont toutefois limités par le plongeon d'Alibaba qui a surpris les marchés en annonçant le départ de son ancien directeur général Daniel Zhang de la division stratégique "cloud" qui doit être scindée du groupe l'an prochain. Dans le reste de l'actualité des sociétés cotées, Covestro prend 3,69% après l'annonce de discussions formelles avec Abu Dhabi National Oil Company (ADNOC) en vue du ra-

chat du groupe allemand pour 12 milliards de dollars. A Paris, JCDecaux bondit de 8,41% à la faveur du relèvement du conseil d'Oddo BHF à "superperformance" sur la valeur, tandis que Le-grand perd 1,76% après l'abaissement de la recommandation de Citigroup à "vendre" sur le titre. Société générale gagne 1,66% après le lancement d'un fonds de dette privée de 10 milliards d'euros avec Brookfield.

CAC40

En hausse malgré les incertitudes autour de la BCE

La bourse de Paris s'arroe près de 0,6% ce matin, autour des 7280 points, à quelques jours d'une réunion de la Banque centrale européenne (BCE) très attendue, et dont l'issue paraît encore très incertaine. Les menaces croissantes qui pèsent sur l'économie européenne, récemment confirmées par toute une série d'indicateurs en berne, contrarient la volonté affichée de la BCE de continuer à resserrer sa politique monétaire. L'institut de Francfort marche actuellement sur des oeufs, l'accumulation des signes de ralentissement sur le Vieux Continent dans un environnement mondial complexe, notamment au vu des difficultés rencontrées par la Chine alimentant les craintes d'une récession globale sur la seconde moitié de l'exercice. Résultat, les économistes sont plus partagés que jamais quant à savoir si la situation économique de la zone euro poussera la Banque centrale européenne (BCE) à relever encore ses taux directeur jeudi. Deux écoles de pensée semblent aujourd'hui s'opposer. La première, incarnée notamment par BofA ou Capital Economics, veut que les chiffres élevés de l'inflation, qui signalent une persistance de la crise du coût de la vie dans la zone euro, justifient une nouvelle hausse de taux. D'autres analystes comme ceux de Barclays, Commerzbank ou Deutsche Bank jugent à l'inverse que la BCE, après avoir rehaussé ses taux directeurs de 1,25 point de pourcentage depuis juillet 2022, a atteint son niveau final. La BCE n'est pas la seule grande

banque centrale à être confrontée à un véritable casse-tête et la Réserve fédérale devra, elle aussi, faire des choix cruciaux la semaine prochaine, à l'occasion de son FOMC des 19 et 20 septembre. Dans l'actualité des sociétés françaises, Bic se déclare 'en bonne voie d'atteindre en 2025 les objectifs à cinq ans fixés' dans le cadre de son plan stratégique Horizon, présenté en novembre 2020. Il revendique ainsi une croissance d'environ 600 millions d'euros de son chiffre d'affaires sur 2020-2022 en années pleines, et une génération de flux nets de trésorerie disponible d'au moins 200 millions attendue pour la cinquième année consécutive en 2023. TFF Group affiche au titre de son premier trimestre, un chiffre d'affaires de 125,6 millions d'euros, en croissance de 15% (+18% à taux de change et périmètre constants), porté par ses deux pôles d'activité vin et alcools (+10,8% et +25,3% respectivement en comparable). Société Générale a annoncé lundi qu'elle allait s'associer avec la société d'investissement canadienne Brookfield Asset Management afin de lancer un fonds de dette privée d'un montant de dix milliards d'euros. Enfin, Stellantis a annoncé lundi le lancement de la troisième tranche de son programme de rachat d'actions, pour un montant maximum de 500 millions d'euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 11 Septembre 2023				
Valeur : 13 Septembre 2023				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
USD	US DOLLAR		136.9875	137.0025
EUR	EURO		146.9465	146.9900
GBP	POUND STERLING		171.5346	171.6178
JPY	JAPANESE YEN		93.7885	93.8181
CNY	CHINESE YUAN		18.7901	18.7937
CHF	SWISS FRANC		153.7976	153.8835
CAD	CANADIAN DOLLAR		100.7780	100.8261
DKK	DANISH KRONE		19.7107	19.7157
SEK	SWEDISH KRONA		12.3785	12.3832
NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8500	12.8554
AED	UAE DIRHAM		37.2938	37.2999
SAR	SAUDI RIYAL		36.5203	36.5282
KWD	KUWAITI DINAR		443.8999	444.0924
TND	TUNISIAN DINAR		43.4060	43.8422
MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4917	13.4931
LYD	LIBYAN DINAR		28.1006	28.2444
MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6030	3.6034
SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.8164	180.816

EN ATTENDANT LA BCE La BOJ fait le show

La quinzaine qui s'ouvre ce matin héberge un nombre déraisonnable de décisions de politique monétaire à enjeu, dans la zone euro, aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. Car les marchés actions vibrent toujours au son des cancons sur les banques centrales, à défaut d'une visibilité économique suffisante pour miser sur un retour de la croissance des bénéfices des entreprises. Ça bruisse pas mal en Asie pour démarrer la semaine, comme nous allons le voir un peu après. Le 11 septembre est une date à forte charge émotionnelle. Surtout depuis 2001 et la série d'attaques terroristes qui avaient frappé les Etats-Unis. C'est aussi la date du coup d'Etat militaire au Chili, il y a 50 ans jour pour jour. Ces événements, qui ont façonné le monde dans lequel nous vivons, nous rappellent que les soubresauts de l'Histoire créent régulièrement des situations inattendues, ou impréparées, qui changent les règles du jeu. L'invasion de l'Ukraine par la Russie en fait évidemment partie, avec des conséquences dont la portée n'est pas encore connue, mais dont les répercussions immédiates sur notre quotidien, par exemple

via l'explosion du prix de l'énergie, sont douloureusement visibles. Le conflit russo-ukrainien a fait partie des problématiques abordées ce week-end par le G20 en Inde, parmi d'autres sujets. Les pays présents sont parvenus à une déclaration commune qui, comme souvent, a frustré les uns et satisfait les autres. Il a surtout montré le renforcement du poids des grands pays du sud et de l'est. Le sommet n'aura que peu d'impact sur les marchés financiers, qui ont d'autres centres d'attention actuellement. La semaine dernière, les bourses mondiales ont, à de rares exceptions près, perdu du terrain, même si la séance de vendredi a généralement été marquée par un rebond. Les préoccupations du moment sont toujours monétaires : les banques centrales et leurs politiques de taux élevés pour combattre l'inflation vont-elles gagner la bataille avant de créer de trop gros dommages économiques ? Les marchés actions pensent toujours que oui, mais jouent à se faire peur à chaque signal laissant penser que les tours de vis haussiers pourraient continuer.

L'ALLEMAGNE EN RÉCESSION

Bruxelles abaisse ses prévisions de croissance

La Commission européenne a réduit de 0,3 point ses prévisions de croissance économique pour la zone euro en 2023 et 2024, à respectivement 0,8% et 1,3%, en raison notamment des difficultés de l'Allemagne, plombée par son industrie.

Bruxelles table désormais sur un recul du produit intérieur brut (PIB) de 0,4% cette année dans la première économie européenne, avant un rebond de 1,1% l'an prochain, contre +0,2% et +1,4% attendus jusqu'ici. L'Allemagne souffre de la faiblesse de ses exportations et de son vaste secteur industriel, ses traditionnels points forts. Les indicateurs de confiance dans l'industrie sont en baisse depuis le début de l'année, en particulier dans les secteurs écono-intensifs, "durement touchés par le choc des prix de l'énergie" lié à la guerre en Ukraine, a souligné l'exécutif européen dans un rapport publié lundi. Au total, la croissance se poursuit cependant dans la zone euro et dans l'UE, mais à un rythme plus faible que prévu. Pour l'ensemble des 27 pays membres, Bruxelles table désormais sur 0,8% de croissance en 2023 et 1,4% en 2024, soit respectivement 0,2 point et 0,3 point de moins par rapport aux dernières prévisions publiées le 15 mai. Cependant, la France devrait faire mieux que prévu cette année, grâce à un fort rebond au printemps. La crois-

sance de la deuxième économie européenne a été revue à la hausse à 1% cette année (+0,3 point). Même chose pour l'Espagne dont la croissance est désormais attendue à 2,2% (+0,3 point). L'inflation poursuit son ralentissement. Bruxelles table désormais sur une hausse moyenne des prix à la consommation de 5,6% en 2023 (-0,2 point, par rapport aux dernières prévisions en mai) et de 2,9% en 2024 (+0,1 point), selon un communiqué publié lundi.

"Multiples vents contraires"

"Les multiples vents contraires auxquels nos économies sont confrontées cette année ont entraîné une dynamique de croissance plus faible que ce que nous avions prévu au printemps", a reconnu le commissaire à l'Economie Paolo Gentiloni, soulignant l'impact de la guerre en Ukraine. "La guerre brutale de la Russie contre l'Ukraine continue de provoquer non seulement des souffrances humaines, mais aussi des perturbations économiques", a-t-il mis en avant. La Commission européenne constate que "l'activité économique dans l'UE a été faible au cours du premier semes-

tre", en particulier dans le secteur de la consommation, signe que les prix élevés "pèsent plus lourd que prévu dans les prévisions de printemps, malgré la vigueur exceptionnelle du marché du travail, qui a enregistré des taux de chômage record. La Commission insiste aussi sur l'impact des hausses de taux d'intérêt décidées par la BCE. Le fort resserrement monétaire mis en oeuvre pour lutter contre l'inflation se traduit par un "net ralentissement de l'octroi de crédits bancaires", réduisant mécaniquement les capacités d'investissement des entreprises et des ménages. Les derniers indicateurs "laissent entrevoir un ralentissement de l'activité économique au cours de l'été et sur les mois à venir, avec une faiblesse persistante dans l'industrie et une perte de vitesse dans les services, malgré une forte saison touristique dans de nombreuses régions d'Europe", résume l'exécutif bruxellois. En raison de la faiblesse des performances de la Chine, l'économie européenne ne peut pas compter non plus sur un soutien important des exportations. La poursuite du ralentissement de l'inflation et la résistance du marché de l'emploi devraient toutefois permettre un rebond en 2024.

ITALIE

La production industrielle repart à la baisse en juillet (-0,7%)

La production industrielle en Italie est repartie à la baisse en juillet après deux mois de hausse, chutant de 0,7% par rapport à juin, a indiqué lundi l'Institut national des statistiques (Istat). Sur la période mai-juillet, la production industrielle a cependant augmenté en moyenne de 0,2% par rapport au trimestre précédent. Elle avait augmenté de 0,5% en juin et 1,7% en mai, après quatre mois consécutifs de baisse. Les principaux secteurs industriels ont connu une baisse en juillet sur un mois, dont les biens d'équipement (-1,5%), les biens intermédiaires (-0,5%) et les biens de consommation (-1,6%). À l'inverse, le secteur de l'énergie a vu sa production augmenter de 3,7%. Comparé à juillet 2022, la production industrielle a baissé de 2,1%, en données corrigées des effets de calendrier. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Italie a reculé de 0,4% au deuxième trimestre par rapport au précédent, dans un contexte de hausse des taux d'intérêt qui a freiné la consommation et les investissements. Malgré ce recul surprise du PIB trimestriel, le gouvernement de Giorgia Meloni table toujours sur une hausse du PIB de 1% pour l'ensemble de l'année.

FRANCE

Le nouveau plan pauvreté présenté le 18 septembre

Le nouveau plan pauvreté, baptisé «Pacte des solidarités», sera présenté le 18 septembre à Matignon, a-t-on appris lundi auprès d'associations et d'une source proche du dossier. Cette nouvelle stratégie de lutte contre la pauvreté, dont la présentation a fait l'objet de plusieurs reports, suscite d'importantes attentes dans un contexte de forte inflation. Contactés par l'AFP, le Collectif Alerte, qui rassemble 34 associations de lutte contre la pauvreté, la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) et la Fondation Abbé Pierre ont indiqué avoir reçu une invitation pour le 18 septembre. La date a été confirmée par une source proche du dossier. Ce plan «est une opportunité pour le gouvernement de répondre à la crise sociale», estime le collectif Alerte dans un communiqué publié lundi. «Les associations se rendront unies à ce rendez-vous pour faire respecter l'engagement du président de la République d'éradiquer la grande pauvreté». Le «Pacte des solidarités», qui a vocation à prendre la suite de la Stratégie pauvreté lancée en 2018, devait initialement être présenté en janvier, avant d'être reporté à deux reprises. Le premier plan pauvreté du quinquennat prévoyait plusieurs mesures dont des «bonus mixité» pour les crèches accueillant davantage d'enfants défavorisés dans les quartiers sensibles, des petits-déjeuners gratuits à l'école en zone prioritaire ou encore la création d'un «revenu universel d'activité», qui n'a jamais vu le jour. La pauvreté touche quelque 9,2 millions de personnes, soit près de 15% de la population - selon l'Insee qui définit le seuil de pauvreté monétaire comme un niveau de vie inférieur à 60% du niveau de vie médian de la population française. Plus d'une personne sur dix en France rogne par ailleurs sur le chauffage, l'alimentation, divers produits et services, selon le taux de «privation matérielle et sociale» calculé par l'Institut national de la statistique. Dans ce contexte, marqué également par une forte inflation, les demandes affluent auprès des distributeurs d'aide alimentaire, conduisant certaines associations au bord de la rupture, à l'image des Restos du Coeur qui ont poussé un cri d'alarme début septembre.

ACCUSÉ D'ESPIONNAGE PAR LE ROYAUME-UNI

Pékin dénonce des «manœuvres politiques antichinoises»

Après avoir été accusé par le Royaume-Uni, samedi 9 septembre, d'avoir envoyé un espion au Parlement, Pékin rejette l'accusation qu'il qualifie de «totalement dénuée de fondement» et accuse Londres de publier de «fausses informations». Il ne s'agit cependant pas d'une première, plusieurs Chinois ayant déjà été condamnés pour espionnage en Occident ces dix dernières années. Des affirmations «totalement dénuées de fondement» vues comme des «manœuvres politiques antichinoises»: Pékin a nié en bloc les accusations d'espionnage au Royaume-Uni, ayant suivi l'arrestation, samedi 9 septembre à Edimbourg, d'un homme soupçonné de vouloir interférer dans la politique britannique pour le compte du gouvernement chinois.

«La prétendue affirmation selon laquelle la Chine espionne le Royaume-Uni est totalement dénuée de fondement et la Chine la rejette fermement», a déclaré Mao Ning, porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, lors d'un briefing de presse régulier. Pour rappel, la police britannique a annoncé samedi avoir arrêté un homme d'une vingtaine d'années à son domicile d'Edimbourg pour espionnage. Selon le Sunday Times, il s'agit d'un chercheur qui a eu des contacts avec des députés du parti conservateur au pouvoir alors qu'il travaillait au Parlement. Londres le soupçonne de recueillir des informations auprès des politiques britanniques pour les transmettre au gouvernement de Xi Jinping. Interrogé sur ces allégations, un porte-parole de l'ambas-

sade de Chine à Londres a qualifié ces accusations de «farce politique». «Nous demandons instamment à la partie britannique de cesser de diffuser de fausses informations et de mettre fin à ses manœuvres politiques antichinoises et à son dénigrement malveillant», a ajouté de son côté Mao Ning à Pékin. Mais la stratégie de défense de Pékin risque de ne pas convaincre le gouvernement britannique. Et pour cause, ce n'est pas de la première fois que les Occidentaux accusent l'Empire du milieu d'espionnage industriel ou politique. En janvier, un ingénieur chinois Ji Chaoqun, arrivé en 2013 sur le sol américain avec un visa étudiant, a été condamné aux Etats-Unis à huit ans de prison pour avoir fourni aux services de renseignement chinois des informations sur des scientifiques américains

pouvant potentiellement être recrutés comme sources d'information. En 2020, déjà, le site d'information américain Axios affirmait qu'une étudiante chinoise avait noué des liens avec une série d'hommes politiques américains, pour le compte des services de renseignement de Pékin. Cette étudiante, Fang Fang, aurait gagné leur confiance en participant à des levées de fonds pour une campagne en cultivant des amitiés voire des relations sexuelles, affirmait Axios. La même année, Wei Sun, un ingénieur chinois naturalisé américain travaillant dans la défense pour le groupe Raytheon, a lui aussi été condamné à de la prison après avoir emmené en Chine un ordinateur de l'entreprise contenant des informations sensibles sur un système de missiles américain.

POUR RENDRE MINI ENTIÈREMENT ÉLECTRIQUE

BMW va investir 750 millions de dollars dans ses usines britanniques

BMW a déclaré lundi qu'il investirait 600 millions de livres (750 millions de dollars) dans ses usines britanniques pour rendre sa marque emblématique Mini entièrement électrique d'ici 2030, un nouveau coup de pouce pour l'industrie automobile britannique après des années d'incertitude liée au Brexit.

A partir de 2026, le constructeur allemand de voitures haut de gamme fabriquera deux modèles électriques dans son usine Mini d'Oxford - la Mini Cooper 3 portes et le crossover compact Mini Ace-man. L'usine ne fabriquera plus que des modèles électriques à partir de 2030. Les deux mêmes modèles seront également fabriqués en Chine et les exportations de ces voitures commenceront en 2024. La ministre britannique des affaires, Kemi Badenoch, se rendra à l'usine d'Oxford pour l'annonce de l'investissement, qui, selon le gouvernement, a porté l'investissement total dans le secteur automobile à plus de 6 milliards de livres sterling au cours des der-

nières années.

"L'investissement de BMW est un autre exemple éclatant de la façon dont le Royaume-Uni est le meilleur endroit pour construire les voitures du futur", a déclaré le premier ministre britannique Rishi Sunak dans un communiqué.

Le constructeur automobile a déclaré que le gouvernement britannique avait apporté son soutien à l'investissement, mais n'a pas fourni de détails.

BMW investira également dans son usine britannique de Swindon, qui fabrique des pièces pour les modèles Mini. L'entreprise n'a pas précisé ce qu'il adviendrait de son usine de moteurs de Hams Hall.

La Mini originale, petite, rapide et abordable,

a été mise en vente en 1959 et est restée populaire sous l'égide de BMW depuis que la marque a été relancée en 2001, mais son avenir en Grande-Bretagne est incertain depuis des années.

Pourtant, l'industrie reste sur le qui-vive, les constructeurs automobiles britanniques et européens réclamant un report de la mise en œuvre des "règles d'origine" post-Brexit, selon lesquelles 45 % de la valeur d'un véhicule électrique vendu dans l'Union européenne doit provenir de Grande-Bretagne ou de l'UE à partir de 2024 afin d'éviter les droits de douane.

VOITURE À HYDROGÈNE

Nouveau changement de président chez Hopium

Placée en redressement judiciaire cet été, la start-up Hopium, qui ambitionne de produire des voitures utilisant de l'hydrogène, a annoncé l'arrivée de Sylvain Laurent à sa tête, quelques mois seulement après la nomination de son prédécesseur. Le nouveau président du conseil d'administration va poursuivre la stratégie de la jeune pousse, qui mise sur sa technologie de pile à combustible pour se sortir des difficultés financières.

En difficulté financière, la startup Hopium, spécialisée dans les voitures à hydrogène, change de président. Et c'est Sylvain Laurent, l'actuel directeur général, qui obtient ce poste, comme l'a annoncé le groupe dans un communiqué publié ce lundi 11 septembre. Cette décision sera soumise à

l'approbation de la prochaine assemblée générale des actionnaires « et concerne la durée du mandat restant à courir d'Alain Guillou dont il prend la succession, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2024 », est-il précisé.

Avec cette nomination, la jeune pousse change de président pour la troisième fois en moins de deux ans. Car déjà en mars, l'ex-ministre délégué aux Transports Jean-Baptiste Djebbari, en poste depuis moins d'un an, avait été remplacé par Alain Guillou. Ce dernier y sera donc resté à peine six mois.

Hopium, qui s'était fait remarquer avec son projet de commercialisation d'une berline sportive présentée comme le Tesla de l'hydrogène, l'a finalement mis de

côté. Depuis avril, la start-up a en effet décidé de prioriser le développement de sa technologie de pile à combustible, qui promet des revenus à plus court terme que sa futuriste voiture à hydrogène. Il faut dire qu'investir dans la production et la R&D d'un tel véhicule est considérable. Et malgré des millions d'euros levés et 1 000 précommandes entièrement vendues, les comptes de la start-up étaient toujours dans le rouge.

Une stratégie que va poursuivre Sylvain Laurent. « En tant que Président directeur général », ce dernier juge que « les spécificités de la pile à combustible d'Hopium suscitent un réel intérêt de la part des acteurs de la mobilité », met en avant le communiqué.

Cette pile « fait partie de ces technologies capables de démocratiser l'accessibilité aux

moyens de transport électriques à hydrogène. C'est pourquoi nos équipes demeurent entièrement mobilisées pour finaliser son développement jusqu'au niveau de prototype TRL 6 qui permettra, avant sa commercialisation, de démontrer toute sa maturité technologique », affirme Sylvain Laurent.

La start-up n'a en tout cas pas le droit à l'erreur. Fin juillet, elle a été placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Paris. Cette procédure, d'une période initiale de six mois jusqu'en janvier 2024, est « éventuellement renouvelable pour six mois », en raison des importantes difficultés financières d'Hopium.

BIZZARRINI GIOTTO

Un hommage équipé d'un V12 atmosphérique

Le constructeur italien Bizzarrini a publié les premières images de sa Giotto. Un hommage au fondateur de la marque mais surtout au mythique modèle 5300 GT des années 1960. Les livraisons devaient débuter d'ici début 2026. Bizzarrini sait y faire en termes d'hommage. Le constructeur italien a dévoilé les premières images ainsi que le nom de sa prochaine « Hyper GT ». Baptisé Giotto, ce bijou porte tout simplement le nom de son fondateur : Giotto Bizzarrini. L'ingénieur toscane décédé en mai dernier, à l'âge de 96 ans. Mais le clin d'œil est double puisque la Giotto se veut être la descendante de la sélecte 5300 GT, née au milieu des années 60'.



Comme pour la 5300 GT il y a tout juste 60 ans, la Giotto a été conçue en partenariat avec le designer Giorgetto Giugiaro (et son fils Fabrizio Giugiaro). La carrosserie en fibre de carbone retrouve alors deux bouches d'aération sur le capot, un séparateur avant,

un montant B triangulaire ainsi qu'un pare-brise arrière enveloppant. Ce dernier est précédé d'un diffuseur arrière dérivé de la Formule 1.

Mais sous cette nappe rouge se cache le clou du spectacle : un V12 atmosphérique de 6,6 litres. 6.626 cc plus précisément, un clin d'œil à la date de naissance de Giotto Bizzarrini : le 6 juin 1926. De plus, le moteur répond « aux législations mondiales en termes d'émissions ».

Le constructeur italien n'a pas communiqué de chiffres concernant la puissance, même si ces derniers devraient décoiffer. Les essais sur route de la Giotto commenceront fin 2024 pour une livraison espérée début 2026.

JEEP RENEGADE 2022

La Tesla Model 3 fait peau neuve, plus sportive et aérodynamique

Tesla a dévoilé sa très attendue nouvelle Model 3. Au programme de cette mise à jour : des lignes plus acérées, une autonomie allongée et un intérieur haut de gamme. Une page se tourne pour la firme détenue par Elon Musk. Six ans après son lancement à succès (plus de deux millions de modèles livrés dans le monde) Tesla met à jour son Model 3. La berline fait peau neuve, mais reste « accessible » et taillée pour les longues distances.

Un look restylé et optimisé

Côté carrosserie, l'évolution de cette Model 3 est assez nette. Son nez plus acéré lui offre un aspect indéniablement sportif, mais réduit surtout sa résistance aérodynamique. Un coup de bistouri permettant d'augmenter l'autonomie tout en atténuant les bruits d'air. Ces deux objectifs sont appuyés par de nouvelles jantes (disponibles en 18 et 19 pouces) également optimisées pour l'autonomie.

Les modifications du design arrière sont moins significatives, à l'exception du coup de crayon offert aux feux arrière. La phase 2 du Model 3 est proposée en deux teintes : un Rouge Ultra ou Gris Stealth.

La mise à jour du design intérieur reste dans la lignée du modèle original. Mais de l'aluminium au textile, Tesla semble offrir un bond qualitatif aux matériaux utilisés.

Le constructeur le promet, le verre isolant associé aux suspensions améliorées et aux joints insonorisants assurent une bien meilleure acoustique pour un habitacle plus silencieux.

Tesla oblige, la place aux équipements high-tech est toujours importante. La console centrale est équipée d'un système de recharge rapide pour ordinateurs et téléphones portables. Le système audio intègre une nouvelle technologie haut de gamme dotée de 17 haut-parleurs sur la version Grande Autonomie et 9 sur la variante Propulsion. Si l'écran central conserve ses 15,4 pouces, un second, d'une taille de 8 pouces, est installé à l'arrière. Ce Model 3 de seconde génération est disponible en deux versions. La Propulsion affiche une autonomie de 513 km pour un prix de 42 990 €. Pour la variante Grande Autonomie, prévoyez 50 990 € pour une autonomie de 629 km. Les premières livraisons en Europe sont attendues pour la fin du mois d'octobre.

INFARCTUS OU CRISE D'ANGOISSE ?

Une intelligence artificielle fait la différence en quelques minutes !

Malgré la présence de symptômes évocateurs, diagnostiquer un infarctus du myocarde reste difficile. Les hôpitaux peuvent se retrouver sous pression pour des affections qui y ressemblent, mais ne présentent pas d'urgence. Une IA permet d'y voir plus clair.

Essoufflement, sensation d'oppression thoracique, transpiration, le cœur qui s'emballer..., des symptômes qui peuvent évoquer aussi bien une crise cardiaque, qu'une simple crise d'angoisse, ou encore d'autres affections. Alors pour aider au diagnostic, les médecins mesurent le taux de troponine dans le sang. Cette protéine est libérée lorsque le muscle cardiaque est endommagé. Une méthode efficace, mais qui nécessite de réaliser une prise de sang au bon moment, c'est-à-dire dans les 24 heures. C'est pour cette raison qu'il est difficile de savoir si le patient nécessite vraiment une prise en charge en urgence avec des soins adaptés à un infarctus du myocarde. Pour lever le doute et agir rapidement

avec les mesures adéquates, des chercheurs britanniques se sont tournés vers des intelligences artificielles avec leurs capacités d'apprentissage automatique. L'outil s'appelle Collaboration pour le diagnostic et l'évaluation du syndrome coronarien aigu (CoDE-ACS). Avec la magie des IA, il est possible d'affiner la probabilité d'une affection cardiaque de façon rapide et précise. En plus du taux de troponine, l'algorithme traite de nombreux autres critères, tels que le sexe, l'âge, les résultats d'un électrocardiogramme, ou encore, des affections, ou comorbidités, comme l'insuffisance rénale, ou des symptômes.

Désaturer les services d'urgence
L'IA s'est entraînée avec les données de 10 286 patients qui ont présenté des in-

farctus du myocarde dans six pays du monde. Par rapport aux méthodes actuelles, l'IA parvient à éliminer avec une précision de 99,6 % les fausses crises cardiaques. Cela permet de diviser par deux le nombre de personnes prises en charge pour suspicion d'infarctus. L'IA pourrait donc empêcher les hospitalisations inutiles chez les patients peu susceptibles d'avoir eu une crise cardiaque ou ceux à faible risque de subir des lésions du muscle cardiaque. Le procédé permettrait de libérer les services d'urgence pour les rendre plus efficaces et traiter de façon plus efficace les véritables cas d'infarctus du myocarde. Le CoDE-ACS est actuellement testé en Écosse dans des services d'urgence habituellement saturés.

GRÂCE À UN DISPOSITIF « BIOHYBRIDE » INNOVANT

Un nouvel espoir pour les personnes atteintes de paralysie

Des chercheurs de l'université de Cambridge ont mis au point une nouvelle technique qui permet de reconnecter des neurones sectionnés en combinant des cellules souches avec des circuits électroniques souples pour créer un appareil « biohybride ». Cela pourrait aider aussi bien des personnes paralysées que celles ayant subi une amputation et qui portent une prothèse. Ils ont publié leurs résultats dans la revue Science Advances. Pour redonner fonction à un membre paralysé, différentes re-

cherches ont tenté de reconnecter les axones dans un nerf endommagé grâce à des circuits électriques. Toutefois, elles se sont heurtées à un obstacle majeur. Lorsqu'une électrode est reliée à un nerf, le corps forme du tissu cicatriciel qui bloque le signal électrique. Les différentes étapes de l'implantation (Fig A), l'implant (Fig B à E) et une augmentation de l'impédance mesurée au bout de quatre semaines qui reste acceptable (Fig F). © Université de Cambridge

Les cellules souches, la clé pour éviter la cicatrisation
Les chercheurs ont développé un appareil capable de se connecter à la terminaison d'un nerf pour recevoir les signaux des axones individuels qui le composent, en utilisant des réseaux de microélectrodes. Ils ont ajouté une couche de cellules souches pluripotentes induites — des cellules souches créées à partir de cellules adultes — pour créer des myocytes, autrement dit des fibres musculaires. L'utilisation de myocytes permet d'amplifier le signal électrique

transmis par l'axone, et évite la formation de tissu cicatriciel. L'appareil a été implanté dans des rats, en reliant les microélectrodes recouvertes de cellules aux terminaisons de nerfs sectionnés au niveau de la patte avant. Les chercheurs ont constaté une évolution du signal enregistré au bout de deux semaines qui correspond au temps de régénération des axones afin qu'ils se connectent aux myocytes.

SANTÉ

Le MIT a réussi à créer un jumeau fonctionnel du cœur d'un patient

Des chercheurs du MIT sont parvenus à le jumeau fonctionnel imprimé en 3D d'un cœur humain. Il devrait permettre aux patients nécessitant une transplantation d'augmenter les chances de réussite de celle-ci. Voici une nouveauté qui pourrait bien sauver des vies. Celles de patients devant bénéficier d'une transplantation cardiaque. Cette intervention reste l'une des plus risquées malgré les progrès de la médecine, car chaque cœur est différent, surtout lorsqu'il est malade. Le risque c'est qu'il faut composer avec l'organisme du patient qui s'est adapté à la pathologie. En conséquence, la transplantation d'un nouveau cœur peut engendrer des complications qu'il est difficile d'évaluer précisément. Pour les éviter, une équipe de cinq chercheurs du MIT a trouvé un moyen d'imprimer en 3D des cœurs fonctionnels. Il ne s'agit pas de les trans-

planter pour s'en servir de cœurs artificiels, mais plutôt de produire un jumeau imprimé en 3D doté des mêmes caractéristiques que le cœur du patient. Le cœur peut ainsi être configuré pour reprendre les défauts de celui du malade. Avec ce procédé, les chercheurs imaginent que le temps d'attente et les risques de rejet pourraient être considérablement réduits. Les médecins pourraient en effet réaliser des tests préalables pour déterminer comment optimiser la transplantation et augmenter les chances de succès.

Le jumeau d'un cœur imprimé en 3D
Les scientifiques ont publié un article dans la revue Soft Robotics le mois dernier pour décrire la fabrication de ce cœur. Dans un premier temps, ils procèdent par tomodensitométrie (TDM) pour numériser des images du cœur du patient afin de le modéliser en 3D. Ensuite, ils

exploitent le modèle informatique pour imprimer en 3D avec une résine de photopolymère souple le ventricule gauche du patient et l'aorte. Reste à ajouter des manchons robotiques souples qui connectent l'ensemble à une pompe. Le mouvement de pompage du cœur est restitué en reprenant celui du patient. Le débit sanguin, la pression, la taille, ainsi que la forme du cœur sont donc reproduits à l'identique. Ils peuvent même implanter des valves qui imitent celles utilisées pour élargir les artères d'un véritable cœur. Et cela fonctionne plutôt bien, car lorsqu'ils ont testé le cœur imprimé en 3D avec du sang artificiel, les chercheurs ont découvert que ces valves produisaient effectivement des résultats similaires à celles utilisées dans les cœurs humains.

BEAUCOUP MOINS INVASIVE
QUE NEURALINK

Cette interface Humain-machine est très prometteuse

La startup Synchron vient de commencer une nouvelle série d'essais de son implant cérébral Stentrode, cette fois aux États-Unis. Grâce à un nouveau financement à hauteur de 75 millions de dollars, la firme s'approche un peu plus de la commercialisation. Loin des feux médiatiques d'Elon Musk avec son implant cérébral Neuralink, d'autres entreprises planchent sur les interfaces cerveau-machine. La startup Synchron en fait partie, avec un concept très intéressant et qui nécessite une intervention beaucoup moins invasive. Son implant a déjà été testé sur un total de sept personnes aux États-Unis et en Australie, des patients paralysés qui peuvent désormais s'en servir pour utiliser un ordinateur et écrire du texte. Plutôt qu'un implant placé dans le cerveau pendant une opération, et donc qui nécessite l'intervention d'un neurochirurgien et comporte de nombreux risques, Stentrode prend la forme d'un stent. Il est inséré par la jugulaire pour atteindre une veine au niveau du cortex moteur dans le cerveau, une opération bien plus simple et moins risquée que pour le Neuralink, par exemple. Les électrodes sont directement reliées à un petit boîtier implanté au niveau du torse qui permet de collecter et transmettre les données. Synchron a récemment annoncé un financement à hauteur de 75 millions de dollars, avec des investisseurs comme Bill Gates et Jeff Bezos. Grâce aux premiers essais menés en Australie, les chercheurs ont pu publier un article dans la revue JAMA Neurology montrant que les performances et la qualité du signal sont restées stables pendant 12 mois pour les quatre patients l'ayant reçu.

Grille géante

Animal du far-west		Chapeau du far-west		Bandit célèbre du far-west		Céréale		Engin de manutention		Ruée du far-west		Indien du far-west	Cheville au golf	
Bataille au far-west		Invention du f-west				Se porte haut		Industriel français 1817-1888		Indéfini				
													Faisait cercle au far-west	
Fleuve normand				Lieu de rencontres au far-west							Service gagnant			
Arme au far-west				Nazis			A régler			...Longoria				Traverse au milieu
				Magazine pour homme			Viennent d'une montagne							
Tour disparue						Organe de vol					Parle d'en haut			
						Rien à trouver								
Chien de croisements	Assemble									Héros grec				
	Assassiné par Seth									Arme célèbre du far-west				
								En Chaldée			Ornement			
								Ferrure			Restent polis			
Possessif			Fille d'Eurytos	Sont seuls à bord								Fit comme le renard		Fait mu...muse
Chez les indiens du far-west														
				Commune des Pyrénées					Affluent de la Seine					
									Coule au travail					
Lettre grecque				Fantômes				Disposer						
Était bien dirigé par l'archet				Sur la botte au far-west				Un bon tour						
					Prénom féminin		Capitale africaine						Race bovine	
							Avec l'être							
		Mèche				S'impose à l'esprit								
		Indiens du far-west				Un singe								
Petit rongeur	Attachement		Cordage					Indien du far-west				Un lac		
			Grand lac									Traître d'Othello		
														Occlusion
								Prendre un coup de rouge						
Catholique									Vallée bretonne		Poteau			
Une toxine											Auxiliaire			
						Ou y a du chêne	Reçoit le boulin	Police de base		Pareil				
										Homme de mystères				
Boisson				Est possessif	Célèbre ville du far-west									
En forme souvent					Participe									
			Chasseur au far-west									Fait l'article		
Devant le toubib			Le premier					Astrophysicien franco canadien						

SÉCURITÉ ROUTIÈRE À ALGER

23.500 infractions relevées en un mois

Les services de sécurité de la wilaya d'Alger ont recensé pas moins de 23.500 infractions routières, de différents types ou niveaux, durant le mois d'août écoulé, indique la DGSN dans un communiqué. Ces types d'infractions et de délits portent notamment sur l'absence des documents légaux, tels que la carte grise ou le permis de conduire, le non-port du casque protecteur, le stationnement anarchique, le non respect du code de la route, l'excès de vitesse.. Il est question dans le communiqué de pas moins de 48 accidents de la route, un décès, ainsi que 56 blessés.

Les Enjeux
Quotidien national de l'économie
Eco

Mardi 12 septembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



CHINE

Les ventes de véhicules en hausse de 8,4% en août

Les ventes de véhicules en Chine ont augmenté de 8,4% en glissement annuel pour atteindre 2,582 millions d'unités en août, selon les données publiées lundi par l'Association chinoise des constructeurs automobiles. La production de véhicules du pays a progressé de 7,5% sur un an à 2,575 millions d'unités le mois dernier. Les ventes et la production ont inversé leur baisse rapportée en juillet grâce aux politiques favorables à la consommation prises par le gouvernement. Au cours des huit premiers mois, la production et les ventes de véhicules ont respectivement augmenté de 7,4% et de 8%, ce qui correspond généralement aux niveaux enregistrés durant la période janvier-juillet.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Sandoz scelle un accord avec Samsung Bioepis sur un traitement biosimilaire

Sandoz, une filiale du géant pharmaceutique suisse Novartis, annonce lundi un accord avec le laboratoire Sud-Coréen Samsung Bioepis pour commercialiser en Europe et en Amérique du Nord un traitement biosimilaire destiné à traiter le psoriasis. Sandoz a conclu un accord pour développer et commercialiser un traitement biosimilaire appelé SB17 ustekinumab, indique-t-il dans un communiqué. Cet accord lui permet de renforcer son offre en immunologie, précise ce fabricant suisse de médicaments génériques et biosimilaires. Comme les médicaments génériques, le médicaments biosimilaires sont des versions moins chères de traitements existants dont le brevet a expiré. Ils se distinguent par le fait qu'ils sont produits à partir d'une cellule ou d'un organisme vivant, et non par copie chimique comme c'est le cas des médicaments génériques. Le SB17 ustekinumab est destiné à soigner des maladies auto-immunes dont la maladie de Crohn, le psoriasis en plaques, l'arthrite psoriasique et la colite ulcéreuse.

ROYAUME-UNI

Le Qatar prévoit d'investir 4 milliards de livres sterling dans les technologies vertes

Le Qatar prévoit d'investir près de 4 milliards de livres sterling au Royaume-Uni, en mettant l'accent sur la recherche et le développement des énergies vertes, selon des médias britanniques. La Fondation du Qatar, organisme à but non lucratif, doit financer ce plan sur 20 ans, qui comprendra un partenariat avec le fabricant de moteurs d'avion Rolls-Royce Holdings PLC pour l'expertise technique. Rolls-Royce s'apprête à offrir son expertise en ingénierie aux chercheurs et entretient un "dialogue positif" avec la Fondation du Qatar au sujet d'un "centre de technologie climatique". Sur les 4 milliards de livres sterling d'investissement prévus, 1,5 milliard servira à financer le développement de nouvelles idées en matière d'énergie verte, dans le but de créer des entreprises "licornes" d'une valeur d'un milliard de dollars américains, toujours selon la presse locale.

LIBYE

150 morts dans des inondations

Au moins 150 personnes sont mortes à la suite des inondations causées par le cyclone "Daniel" dans la ville libyenne de Derna, située sur la côte méditerranéenne, ont rapporté lundi des médias locaux, citant les autorités locales. Dimanche, la tempête méditerranéenne "Daniel" a balayé plusieurs régions de l'est de la Libye, notamment les villes de Benghazi, Al-Bayda et Al-Marj, ainsi que Sousse et Derna, faisant au moins 150 morts. Selon le portail d'information Al Wasat, la ville d'Al-Bayda a été sévèrement touchée par le cyclone. Suite à l'opération d'évacuation des habitants menée par l'armée, le contact avec cinq militaires a été perdu, a-t-on indiqué de même source. Le gouvernement d'union nationale libyen a annoncé, lundi, que toutes les municipalités touchées par les pluies torrentielles et inondations dans l'est du pays étaient des "zones sinistrées". Il a donné des instructions "claires" à

tous les ministères, agences, équipes de secours et hôpitaux afin de "prendre des mesures urgentes et exceptionnelles pour faire face aux répercussions des inondations". A son tour, la mission des Nations unies en Libye a affirmé qu'elle suivait de près la situation d'urgence dans l'est du pays, exprimant dans un communiqué "sa disponibilité à apporter son soutien aux personnes touchées". L'Algérie présente ses condoléances L'Algérie a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la Libye suite aux pluies torrentielles et aux inondations ayant touché le pays, tout en affichant sa pleine disposition à soutenir les Libyens et à les aider en vue d'atténuer les effets de cette catastrophe naturelle, a indiqué, lundi, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. « Suite aux pluies torrentielles et aux inondations tragiques qui ont touché l'Etat frère de Libye, l'Algérie présente

ses sincères condoléances et exprime sa compassion et ses profonds sentiments de sympathie ainsi que sa solidarité avec le gouvernement et le peuple libyens face aux effets de ce drame », souligne le communiqué. L'Algérie exprime « sa pleine disposition à être aux côtés des frères libyens et à leur prêter aide et assistance en vue d'atténuer les effets de cette catastrophe », conclut le communiqué.

R I

PROJET DE NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE

Rome affirme n'avoir pas encore pris de décision

La Première ministre italienne, Giorgia Meloni a déclaré que l'Italie n'a pas encore décidé si elle allait se retirer du projet de Nouvelles routes de la soie mené par la Chine, assurant qu'une telle décision ne nuirait pas aux relations bilatérales avec Pékin. "La décision doit être encore prise", a affirmé Mme Meloni, lors d'une conférence de presse à l'issue du sommet du G20 à New Delhi, au lendemain de sa première rencontre avec le Premier ministre chinois Li Qiang. Mme Meloni a expliqué que son gouvernement "évaluait les mérites" de sa participation à ce projet. Et si Rome décidait de se retirer, cela "ne compromettrait pas les relations" avec la Chine, a-t-elle affirmé. En 2019, ployant sous le poids de sa dette publique, l'Italie avait signé en 2019 l'accord de participation au projet des Nouvelles routes de la soie, lancé par la Chine visant l'amélioration des liaisons commerciales entre l'Asie, l'Europe, l'Afrique et même au-delà par la construction de ports, de voies ferrées, d'aéroports ou de parcs industriels. L'accord sera automatiquement renouvelé en mars 2024, à moins que l'Italie ne décide d'en sortir d'ici fin 2023. Le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Tajani, qui s'est rendu à Pékin au début du mois, avait expliqué le 2 septembre dernier, que les Nouvelles routes de la soie n'avaient "pas produit les résultats" escomptés pour l'Italie, la troisième économie de la zone euro.

ALGER

Saisie de plus d'un kilo d'héroïne et 51.144 comprimés psychotropes en août dernier



Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger ont saisi, dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, plus d'un (1) kg d'héroïne et 51.144 psychotropes, a indiqué lundi un bilan de ces services. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité, sous toutes ses formes, "les différents services opérationnels de la Sûreté de la wilaya d'Alger ont traité, durant le mois d'août dernier, 7.007 affaires relatives aux atteintes aux individus, aux fonds et aux biens ainsi que des affaires de trafic de drogues et de comprimés psychotropes, de port d'armes blanches

prohibées et de cybercriminalité", a ajouté la même source. Le bilan indique que les différents services opérationnels sur le terrain "ont saisi des quantités considérables de drogues dures estimées à 1,417 kg d'héroïne, 19,15 g de cocaïne, 51.144 comprimés psychotropes de divers types, 4,781 kg de cannabis traité et 2.331 flacons de solution anesthésiante". La Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) met à la disposition du citoyen les numéros vert 15-48 et de secours 17, ainsi que l'application "Allo Chorta" pour tout signalement.